

Exercice 2017

Alimentation Couche-Tard inc.

États financiers consolidés

30 avril 2017

Rapport de la direction.....	2
Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière	3
Rapport de l'auditeur indépendant	4
États des résultats consolidés.....	6
États du résultat global consolidés.....	7
États de la variation des capitaux propres consolidés.....	8
États des flux de trésorerie consolidés.....	9
Bilans consolidés	10
Notes complémentaires	11



Rapport de la direction

Les états financiers consolidés de Alimentation Couche-Tard inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction. Cette responsabilité est appliquée par un choix judicieux de méthodes et principes comptables dont l'application nécessite le jugement éclairé de la direction. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, comme ils sont énoncés dans la partie 1 du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*, laquelle inclut les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et ont été approuvés par le conseil d'administration. De plus, l'information financière incluse dans le rapport annuel concorde avec les états financiers consolidés.

Alimentation Couche-Tard inc. maintient des systèmes de comptabilité et de contrôles administratifs qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude, la pertinence et la fiabilité de l'information financière, de même que la conduite ordonnée et efficace des affaires de la société.

Le conseil d'administration est responsable d'approuver les états financiers consolidés compris dans ce rapport annuel, principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit. Ce comité, qui tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction et les auditeurs indépendants, a révisé les états financiers consolidés de Alimentation Couche-Tard inc. et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016 ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société en nom collectif de comptables professionnels agréés, et leur rapport indique l'étendue de leur audit et leur opinion sur les états financiers consolidés.

Le 12 juillet 2017

/s/ Brian Hannasch

Brian Hannasch
Le président
et chef de la direction,

/s/ Claude Tessier

Claude Tessier
Chef de la direction financière,

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

En vertu de la réglementation canadienne sur les valeurs mobilières, il incombe à la direction de Alimentation Couche-Tard inc. d'instaurer et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière. Avec notre participation, la direction a effectué une évaluation de l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière pour l'exercice terminé le 30 avril 2017. Le cadre de cette évaluation repose sur le document intitulé *Internal Control - Integrated Framework (2013)*, qui a été élaboré par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO »). Cette évaluation comprend la révision des documents relatifs aux mesures de contrôle, l'évaluation de l'efficacité de la conception de telles mesures, la mise à l'essai de l'efficacité opérationnelle et la formulation de conclusions sur cette évaluation. En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de déceler certaines anomalies. En outre, les projections quant à l'évaluation de l'efficacité dans des périodes futures sont sujettes au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de conditions et à la détérioration du degré de conformité aux politiques et aux procédures. Au terme de l'évaluation, la direction est arrivée à la conclusion que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. était efficace au 30 avril 2017.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société en nom collectif de comptables professionnels agréés, a audité l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. au 30 avril 2017 et a émis une opinion sans réserve à cet égard, que vous trouverez ci-après.

Le 12 juillet 2017

/s/ Brian Hannasch

Brian Hannasch
Le président
et chef de la direction,

/s/ Claude Tessier

Claude Tessier
Chef de la direction financière,

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de
Alimentation Couche-Tard inc.

Le 12 juillet 2017

Nous avons effectué un audit intégré des états financiers consolidés de Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales pour les exercices clos le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016, et de son contrôle interne à l'égard de l'information financière au 30 avril 2017. Nos opinions, qui s'appuient sur nos audits, sont présentées ci-après.

Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales, qui comprennent les bilans consolidés au 30 avril 2017 et au 24 avril 2016 et les états consolidés des résultats, du résultat global, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales au 30 avril 2017 et au 24 avril 2016 ainsi que des résultats de leur exploitation et de leurs flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

Rapport sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons aussi audité l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales au 30 avril 2017.

Responsabilité de la direction pour le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'évaluation de celui-ci, qui est incluse dans le *Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière* ci-joint.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer, sur la base de nos audits, une opinion sur la question de savoir si la société maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013)*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO »).

Nos audits ont été réalisés conformément à la norme énoncée dans le *Manuel de CPA Canada – Certification* pour l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Cette norme requiert que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière était maintenu dans tous ses aspects significatifs. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière comportait l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'évaluation du risque de l'existence d'une faiblesse significative, l'exécution de tests et l'évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de l'évaluation du risque, ainsi que la mise en œuvre des autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité comprend les politiques et les procédures qui (1) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image exacte et fidèle des opérations et des cessions d'actif de l'entité; (2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées en bonne et due forme pour établir des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière, et que les encaissements et les décaissements de l'entité ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration; et (3) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actif de l'entité qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.

Opinion

À notre avis, Alimentation Couche-Tard inc. et ses filiales ont maintenu, dans tous leurs aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 avril 2017, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013)*, publié par le COSO.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de déceler certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation et que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal, Canada

¹ FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique n° A116853

États des résultats consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action)

	2017 (53 semaines)	2016 (52 semaines) (ajusté, note 2)
	\$	\$
Chiffre d'affaires	37 904,5	34 144,6
Coût des ventes (note 8)	31 422,7	28 063,1
Marge brute	6 481,8	6 081,5
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux	4 100,5	3 836,5
Perte sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs	11,8	18,8
Frais de restructuration (note 24)	8,1	-
Gains de compression sur l'obligation au titre de régimes de retraite à prestations définies (note 28)	(3,9)	(27,2)
Gain sur la cession des activités de vente de lubrifiants (note 5)	-	(47,4)
Amortissements et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs	667,6	633,1
Frais d'exploitation totaux (note 8)	4 784,1	4 413,8
Bénéfice d'exploitation	1 697,7	1 667,7
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (note 6)	30,4	30,0
Frais financiers	132,8	109,9
Revenus financiers	(6,4)	(6,9)
Perte de change	9,6	5,0
Frais financiers nets (note 10)	136,0	108,0
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	1 592,1	1 589,7
Impôts sur les bénéfices (note 11)	383,2	398,3
Bénéfice net	1 208,9	1 191,4
Bénéfice net attribuable aux :		
Actionnaires de la société	1 208,9	1 191,2
Participation ne donnant pas le contrôle (note 7)	-	0,2
Bénéfice net	1 208,9	1 191,4
Bénéfice net par action (note 12)		
De base	2,13	2,10
Dilué	2,12	2,09

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États du résultat global consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2))

	2017 (53 semaines)	2016 (52 semaines) (ajusté, note 2)
	\$	\$
Bénéfice net	1 208,9	1 191,4
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui peuvent être reclassés subséquemment aux résultats		
Conversion de devises		
Variation des redressements cumulés de conversion des devises ⁽¹⁾	9,6	120,5
Variation de la juste valeur et des intérêts nets sur des swaps de taux d'intérêt multidevises désignés comme éléments de couverture de l'investissement net de la société dans certaines de ses opérations étrangères ⁽²⁾	(112,0)	(78,4)
Éléments de couverture de flux de trésorerie		
Variation de la juste valeur d'instruments financiers ⁽²⁾ (note 29)	(5,4)	5,7
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur des instruments financiers ⁽²⁾ (note 29)	(4,7)	(7,7)
Placement disponible à la vente		
Variation de la juste valeur d'un placement disponible à la vente ⁽²⁾	21,5	(13,8)
Éléments qui ne seront jamais reclassés aux résultats		
(Perte) gain actuariel(le) net(te)⁽²⁾ (note 28)	(13,9)	18,9
Autres éléments du résultat global	(104,9)	45,2
Résultat global	1 104,0	1 236,6
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires de la société	1 104,0	1 236,4
Participation ne donnant pas le contrôle	-	0,2
Résultat global	1 104,0	1 236,6

(1) Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016, ces montants incluent des pertes de 36,4 \$ (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 5,8 \$) et 89,0 \$ (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 14,2 \$), respectivement. Ces pertes découlent de la conversion des dettes à long terme libellées en devises étrangères, et, pour une partie de l'année, en combinaison avec des swaps de taux d'intérêt multidevises, désignés à titre d'instrument de couverture de risque de change sur les investissements nets de la société en devises étrangères.

(2) Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016, ces montants sont présentés déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 6,3 \$ et 6,1 \$, respectivement.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États de la variation des capitaux propres consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2))

2017
(53 semaines)

	Attribuable aux actionnaires de la société				Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
	Capital-actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global (note 27)			
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	699,8	14,8	5 019,9	(693,4)	5 041,1	-	5 041,1
Résultat global :							
Bénéfice net	-	-	1 208,9	-	1 208,9	-	1 208,9
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(104,9)	(104,9)	-	(104,9)
Résultat global					1 104,0	-	1 104,0
Dividendes déclarés	-	-	(145,3)	-	(145,3)	-	(145,3)
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions (note 26)	-	6,5	-	-	6,5	-	6,5
Juste valeur initiale des options d'achat d'actions exercées	5,6	(5,6)	-	-	-	-	-
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions en contrepartie de trésorerie	3,3	-	-	-	3,3	-	3,3
Solde à la fin de l'exercice	708,7	15,7	6 083,5	(798,3)	6 009,6	-	6 009,6

2016
(52 semaines)
(ajusté, note 2)

	Attribuable aux actionnaires de la société				Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
	Capital-actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global (note 27)			
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	697,2	10,7	3 919,8	(738,6)	3 889,1	13,9	3 903,0
Résultat global :							
Bénéfice net	-	-	1 191,2	-	1 191,2	0,2	1 191,4
Autres éléments du résultat global	-	-	-	45,2	45,2	-	45,2
Résultat global					1 236,4	0,2	1 236,6
Dividendes déclarés	-	-	(104,1)	-	(104,1)	(0,7)	(104,8)
Annulation de l'obligation de rachat (note 7)	-	-	13,0	-	13,0	-	13,0
Rachat de la participation ne donnant pas le contrôle (note 7)	-	-	-	-	-	(11,8)	(11,8)
Participation ne donnant pas le contrôle transférée au surplus d'apport (note 7)	-	1,6	-	-	1,6	(1,6)	-
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions (note 26)	-	4,3	-	-	4,3	-	4,3
Juste valeur initiale des options d'achat d'actions exercées	1,8	(1,8)	-	-	-	-	-
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions en contrepartie de trésorerie	0,8	-	-	-	0,8	-	0,8
Solde à la fin de l'exercice	699,8	14,8	5 019,9	(693,4)	5 041,1	-	5 041,1

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États des flux de trésorerie consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2))

	2017 (53 semaines)	2016 (52 semaines) (ajusté, note 2)
	\$	\$
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	1 208,9	1 191,4
Ajustements afin de concilier le bénéfice net avec les rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation		
Amortissements et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs, déduction faite de l'amortissement des crédits reportés	654,9	605,7
Gains de compression sur l'obligation au titre de régimes de retraite à prestations définies (note 28)	(3,9)	(27,2)
Impôts différés (note 11)	47,2	38,1
Crédits reportés	18,6	22,9
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, déduction faite des dividendes reçus (note 6)	(14,4)	(11,3)
Perte sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs	11,8	18,8
Gain sur la cession des activités de vente de lubrifiants (note 5)	-	(47,4)
Autres	(13,9)	6,8
Variations du fonds de roulement hors caisse (note 13)	16,3	90,1
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	1 925,5	1 887,9
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises (note 4)	(1 331,6)	(437,3)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs	(994,1)	(905,7)
Investissement dans une entreprise associée disponible à la vente (note 4)	(308,1)	-
Revenus de la cession d'immobilisations corporelles et d'autres actifs	95,0	99,0
Revenus tirés de la vente d'une entreprise associée disponible à la vente (note 4)	71,5	-
Réduction de capital reçue d'une entreprise associée disponible à la vente (note 4)	65,6	-
Dépôt pour acquisition d'entreprise	18,6	(18,7)
Trésorerie soumise à restrictions	(4,4)	0,4
Produits tirés de la cession des activités de vente de lubrifiants (note 5)	-	81,0
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	(2 387,5)	(1 181,3)
Activités de financement		
Émission de billets de premier rang non garantis libellés en euros, déduction faite des frais de financement (note 20)	851,8	-
Diminution nette du crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti (note 20)	(176,6)	(967,7)
Dividendes versés en trésorerie	(145,3)	(104,1)
Diminution nette des autres dettes (note 20)	(26,0)	(24,6)
Règlement de swaps de taux d'intérêt multidevises	(5,8)	(10,0)
Émission d'actions résultant de la levée d'options d'achat d'actions	3,3	0,8
Frais financiers liés à la facilité d'acquisition (note 33)	(3,0)	-
Émission de billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens, déduction faite des frais de financement (note 20)	-	562,0
Remboursement d'emprunts pris en charge sur acquisition d'entreprise	-	(225,2)
Émission de billets de premier rang non garantis libellés en couronnes norvégiennes, déduction faite des frais de financement (note 20)	-	78,0
Rachat de la participation ne donnant pas le contrôle (note 7)	-	(11,8)
Rentrées (sorties) de fonds nettes liées aux activités de financement	498,4	(702,6)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1,8	19,6
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	38,2	23,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	599,4	575,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	637,6	599,4
Informations supplémentaires :		
Intérêts versés	102,2	84,7
Intérêts et dividendes reçus	21,3	25,0
Impôts sur les bénéfices versés	360,4	351,0
Composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie :		
Encaisse et dépôts à vue	592,7	597,3
Placements liquides	44,9	2,1
	637,6	599,4

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Bilans consolidés

Au 30 avril 2017 et au 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2))

	2017	2016
	\$	(ajusté, note 2) \$
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	637,6	599,4
Trésorerie soumise à restrictions	6,1	1,7
Débiteurs (note 14)	1 494,2	1 370,4
Stocks (note 15)	865,7	816,7
Frais payés d'avance	60,3	60,7
Autres actifs financiers à court terme (note 21)	7,6	-
Impôts sur les bénéfices à recevoir	102,1	32,9
	3 173,6	2 881,8
Immobilisations corporelles (note 16)	7 490,1	6 371,5
Goodwill (note 17)	2 377,0	1 773,2
Immobilisations incorporelles (note 17)	669,5	755,9
Autres actifs (note 18)	313,4	344,9
Participation dans des coentreprises et des entreprises associées (note 6)	107,9	91,2
Impôts différés (note 11)	39,7	46,3
	14 171,2	12 264,8
Passif		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 19)	2 704,0	2 466,8
Provisions (note 24)	130,5	107,0
Autres passifs financiers à court terme (notes 21 et 22)	88,6	2,2
Impôts sur les bénéfices à payer	75,3	54,6
Portion à court terme de la dette à long terme (note 20)	252,4	29,2
	3 250,8	2 659,8
Dette à long terme (note 20)	3 095,8	2 808,9
Provisions (note 24)	482,7	473,0
Passif au titre des prestations constituées (note 28)	94,6	100,3
Autres passifs financiers à long terme (note 21)	223,1	221,8
Crédits reportés et autres éléments de passif (note 23)	266,5	267,6
Impôts différés (note 11)	748,1	692,3
	8 161,6	7 223,7
Capitaux propres		
Capital-actions (note 25)	708,7	699,8
Surplus d'apport	15,7	14,8
Bénéfices non répartis	6 083,5	5 019,9
Cumul des autres éléments du résultat global (note 27)	(798,3)	(693,4)
	6 009,6	5 041,1
	14 171,2	12 264,8

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,

/s/ Brian Hannasch

Brian Hannasch
Administrateur

/s/ Alain Bouchard

Alain Bouchard
Administrateur

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

Alimentation Couche-Tard inc. (la « société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Le siège social de la société est situé à Laval, au 4204, boulevard Industriel, Québec, Canada.

Au 30 avril 2017, la société exploite un réseau de sites corporatifs et d'affiliés regroupant 10 869 magasins d'accommodation en Amérique du Nord, en Irlande, en Scandinavie (Norvège, Suède et Danemark), en Pologne, dans les pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) et en Russie, dont 8 011 sont exploités par la société, et génère des revenus principalement de la vente de produits du tabac, d'articles d'épicerie, de boissons, de produits frais, y compris la restauration rapide, de services de lave-auto, d'autres produits et services au détail, de carburant pour le transport routier, de l'énergie stationnaire, du carburant pour le secteur maritime et des produits chimiques.

De plus, plus de 1 700 magasins sont exploités par des opérateurs indépendants sous la marque Circle K dans 13 autres pays et territoires (Chine, Costa Rica, Égypte, Émirats arabes unis, Guam, Honduras, Hong Kong, Indonésie, Macao, Malaisie, Mexique, Philippines et Vietnam), ce qui porte à plus de 12 500 le nombre de magasins dans notre réseau mondial.

2. PRINCIPES DE PRÉSENTATION

Date de fin d'exercice

La date de fin d'exercice de la société correspond au dernier dimanche du mois d'avril de chaque année. Les termes « 2017 » et « 2016 » désignent les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016. L'exercice terminé le 30 avril 2017 comportait 53 semaines (52 semaines en 2016).

Principes de présentation

La société prépare ses états financiers consolidés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, comme ils sont énoncés dans la partie 1 du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*, laquelle inclut les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle de la société mère est le dollar canadien. La société utilise toutefois le dollar américain à titre de monnaie de présentation afin de fournir une information plus pertinente étant donné ses opérations prédominantes aux États-Unis.

Approvisionnement des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés de la société ont été approuvés le 12 juillet 2017 par le conseil d'administration, qui a également approuvé leur publication.

Chiffres correspondants

La société a apporté des ajustements et a finalisé l'appréciation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge pour l'acquisition de Topaz Energy Group Limited, de Resource Property Investment Fund PLC et d'Esso Ireland Limited, référées collectivement sous le nom de « Topaz ». En conséquence, des modifications ont été apportées aux frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux, aux amortissements et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs, aux frais financiers et aux impôts sur les bénéfices à l'état des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 24 avril 2016, qui ont augmenté cumulativement de 2,3 \$. Conséquemment, le bénéfice net a diminué de ce même montant. Le bilan consolidé au 24 avril 2016 a également été ajusté pour tenir compte de ces changements. Voir la note 4 pour plus de détails sur les ajustements apportés à l'appréciation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge pour cette acquisition.

3. CONVENTIONS COMPTABLES

Estimations comptables et principaux jugements

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction de la société effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires afférentes. La direction révisé périodiquement ses estimations. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les jugements et estimations comptables les plus importants établis par la société aux fins de la préparation des états financiers consolidés sont présentés avec les conventions pertinentes, le cas échéant, et concernent principalement les sujets suivants : les rabais fournisseurs, les durées de vie utile des immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts sur les bénéfices, les contrats de location, les avantages sociaux futurs, les provisions, les pertes de valeur et les regroupements d'entreprises.

La société est assujettie à l'impôt sur les bénéfices dans de nombreuses juridictions. Un jugement important est nécessaire pour déterminer la charge mondiale d'impôts sur les bénéfices. Il existe plusieurs transactions et calculs pour lesquels la détermination de l'impôt est incertaine. La société comptabilise un passif pour des questions d'audits fiscaux lorsqu'elle estime que des impôts supplémentaires seront dus. Lorsque le résultat final de ces questions est différent des montants initialement comptabilisés, ces différences auront une incidence sur les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés dans la période au cours de laquelle cette différence est déterminée.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la société et ceux de ses filiales, lesquelles sont généralement détenues en propriété exclusive. Ils comprennent également la quote-part des résultats de ses coentreprises et de ses entreprises associées qui est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

Les filiales sont des entités sur lesquelles la société exerce le contrôle, soit le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. La société possède généralement, directement ou indirectement, 100 % des droits de vote dans ses filiales. Ces critères sont analysés de façon régulière et les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date où leur contrôle est acquis par la société et cessent d'être consolidées dès que le contrôle n'est plus exercé.

La société détient des contrats avec des franchisés et des opérateurs indépendants. Ceux-ci assument la gestion de leur établissement, en plus de veiller au merchandising et au financement de leurs stocks. Leurs états financiers ne sont pas inclus dans les états financiers consolidés de la société.

Conversion de devises

Monnaie fonctionnelle

La monnaie fonctionnelle est la principale monnaie de l'environnement économique au sein duquel l'entité exerce ses activités. La monnaie fonctionnelle de la société mère et de ses filiales canadiennes est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de ses filiales étrangères est généralement la monnaie locale, principalement le dollar américain pour les opérations aux États-Unis, et diverses autres monnaies européennes pour les opérations en Europe.

Opérations en devises étrangères

Les opérations libellées en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle pertinente de la façon suivante : les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan alors que les revenus et les charges sont convertis au taux de change moyen sur une période de quatre semaines (sur une période de cinq semaines pour le quatrième trimestre de l'exercice 2017). Les éléments d'actif et de passif non monétaires sont convertis aux taux historiques ou au taux en vigueur à la date où ils ont été évalués à la juste valeur. Le cas échéant, les gains et les pertes de change résultant de ces conversions sont portés aux résultats sauf pour les actifs et passifs désignés à titre d'instruments de couverture.

Consolidation et opérations étrangères

Les états financiers consolidés sont consolidés en dollars canadiens en utilisant la méthode suivante : les éléments d'actif et de passif sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen sur une période de quatre semaines (sur une période de cinq semaines pour le quatrième trimestre de l'exercice 2017). Les transactions individuelles ayant une incidence significative sur les états des résultats consolidés, du résultat global consolidés ou des flux de trésorerie consolidés sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les gains et les pertes de change résultant de cette conversion sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres. L'écart de conversion provenant de chaque filiale étrangère, société associée ou coentreprise est reclassé aux états des résultats consolidés en même temps que le gain ou la perte résultant de la cession ou de la liquidation d'une telle entité étrangère lorsqu'il y a une perte de contrôle, de contrôle conjoint ou d'influence notable, respectivement.

Monnaie de présentation

La société a adopté le dollar américain comme monnaie de présentation. Les états financiers consolidés en dollars canadiens sont convertis dans la monnaie de présentation selon la méthode décrite précédemment. Le capital-actions, le surplus d'apport et les bénéfices non répartis sont convertis aux taux historiques. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis au taux à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les gains et les pertes de change résultant de la conversion sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres.

Bénéfice net par action

Le bénéfice net par action de base est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux détenteurs d'actions des catégories A et B par le nombre moyen pondéré d'actions des catégories A et B en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice net par action dilué est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les options potentielles dilutives.

Constatation des produits

Pour ses trois principales catégories de produits, soit les marchandises et services, le carburant pour le transport routier et les autres revenus, la société comptabilise généralement le produit au point de vente pour les activités d'accommodation. Les ventes de marchandises comprennent principalement la vente de produits du tabac, d'articles d'épicerie, de friandises et de grignotines, de boissons, de bière, de vin et de produits frais, y compris les produits de la restauration rapide. Les ventes de marchandises comprennent aussi les ventes en gros de marchandises à certains exploitants indépendants et franchisés faites à partir des centres de distribution de la société, lesquelles sont généralement constatées à la prise de possession des produits et lorsque le transfert des risques associés est effectué.

Les revenus provenant des services comprennent des commissions sur la vente de billets de loterie et l'émission de mandats-poste, les frais attribuables aux guichets automatiques, les ventes de cartes d'appel et de cartes cadeaux, les frais d'encaissement de chèques, les ventes de timbres-poste et de billets d'autobus ainsi que les revenus tirés des lave-autos. Ces produits sont constatés au moment de la transaction. Les revenus provenant des services comprennent aussi les redevances provenant des franchises et des licences, lesquelles sont constatées à titre de produits sur la durée de l'entente, ainsi que les commissions des agents, et les royalties des franchisés et des détenteurs de licences,

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

lesquelles sont constatées périodiquement sur la base des ventes déclarées par les agents, ainsi que les franchisés et les détenteurs de licences.

Dans les marchés où le prix des produits pétroliers raffinés achetés exclut les droits d'accise, les revenus provenant de la vente aux clients sont comptabilisés déduction faite des droits d'accise. Dans les marchés où le prix des produits pétroliers raffinés achetés inclut les droits d'accise, les revenus et les coûts des ventes sont présentés en incluant ces droits.

Les autres revenus comprennent la vente d'énergie stationnaire, de carburant pour le secteur maritime, de carburant pour l'aviation, de lubrifiants (jusqu'au 30 septembre 2015) et de produits chimiques, qui sont généralement constatés à la prise de possession des produits et lorsque le transfert des risques associés est effectué. Les autres revenus comprennent également les loyers tirés de certains contrats de location-simple, qui sont comptabilisés sur une base linéaire sur la durée du bail.

Coût des ventes et rabais fournisseurs

Le coût des ventes comprend principalement le coût des produits finis, des intrants et des coûts de transport lorsqu'ils sont engagés pour acheminer les produits au point de vente. Pour la production de produits de lubrifiants par la société (jusqu'au 30 septembre 2015), le coût des marchandises vendues comprend également les coûts de main-d'œuvre directe, les frais généraux de production et les coûts d'opération des installations de production.

La société constate les montants reçus en vertu d'ententes avec des fournisseurs comme une réduction du prix des produits des fournisseurs et les présente en réduction du coût des marchandises vendues et des stocks connexes aux états des résultats et aux bilans consolidés lorsqu'il est probable que ces remises seront reçues. La société estime la probabilité en prenant en compte une variété de facteurs, y compris les quantités d'articles vendus ou achetés, les parts de marché et d'autres conditions stipulées dans les contrats. L'exactitude des estimations de la société peut être affectée par de nombreux facteurs, dont certains échappent à son contrôle, y compris les changements dans les conditions économiques et les tendances d'achat des consommateurs. Historiquement, la société n'a pas connu de différences significatives dans ses prévisions par rapport aux résultats réels. Les montants reçus mais non constatés dans les résultats sont présentés dans les crédits reportés.

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux

Les principaux éléments constituant les frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux sont la main-d'œuvre, les frais d'occupation nets, les frais liés aux modes de paiements électroniques, les commissions aux exploitants et aux agents et les frais généraux.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend l'encaisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie comprennent les placements très liquides qui peuvent être facilement convertis en argent pour un montant déterminé et qui viennent à échéance dans les trois mois suivant la date d'acquisition.

Trésorerie soumise à restrictions

Les liquidités soumises à restrictions comprennent des dépôts en fidéicommiss pour des acquisitions à venir.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des marchandises est généralement évalué selon la méthode du prix de détail moins une marge bénéficiaire normale. Le coût des stocks de carburant pour le transport routier est généralement déterminé selon la méthode du coût moyen.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts constatée dans les résultats correspond à la somme de l'impôt différé et de l'impôt exigible qui ne sont pas comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres.

La société utilise l'approche bilan de la méthode du report variable pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en appliquant, à la date des états financiers consolidés, selon le cas, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôts différés sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal leur étant relié se matérialisera.

Les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et les coentreprises, sauf si la société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle se résorbera et s'il est probable que la différence temporelle ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôts différés découlant des différences temporelles déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que la différence temporelle se résorbera dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsque la société a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôts exigibles, qu'ils concernent des impôts sur les bénéfices prélevés par la même autorité fiscale et que la société a l'intention de régler simultanément le montant net de ses actifs et passifs d'impôts exigibles.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Immobilisations corporelles, amortissements et perte de valeur

Les immobilisations sont comptabilisées au coût, déduction faite de l'amortissement cumulé, et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire, basé sur les périodes suivantes :

Immeubles et composantes de bâtisse	3 à 40 ans
Équipements	3 à 40 ans
Immeubles loués en vertu de contrats de location-financement	Moindre de la durée du bail ou 40 ans
Équipements loués en vertu de contrats de location-financement	Durée du bail

Les composantes de bâtisse comprennent les systèmes de climatisation et de chauffage, la plomberie et les installations électriques. Les équipements comprennent l'affichage, les équipements pétroliers et les équipements en magasins.

Les améliorations locatives et les immobilisations corporelles sur des propriétés louées sont amorties selon le moindre de la durée de vie utile estimative du bien et la durée du contrat de location.

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de perte de valeur lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable nette à leur valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT »). Dans le cas où la valeur comptable des actifs excéderait leur valeur recouvrable, une perte de valeur d'un montant équivalent à l'excédent serait comptabilisée.

La société effectue une évaluation annuelle des soldes résiduels, des durées de vie utile estimatives et des méthodes d'amortissement utilisés pour les immobilisations corporelles et tout changement découlant de l'évaluation est appliqué prospectivement par la société.

Goodwill

Les montants de goodwill représentent l'excédent du coût d'une entreprise acquise par rapport à la juste valeur des actifs identifiables nets sous-jacents acquis de l'entreprise à la date d'acquisition. Le goodwill n'est pas amorti. Il est plutôt soumis à un test annuel de perte de valeur, lors du premier trimestre de la société, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait avoir subi une perte de valeur ou si nécessaire en raison des dates des acquisitions. Dans le cas où la valeur comptable du goodwill d'une UGT excéderait sa valeur recouvrable, une perte de valeur serait comptabilisée.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont composées principalement de marques de commerce, de contrats de franchise, de relations clients, de contrats d'approvisionnement en carburant, de logiciels, de contrats de location favorables et de licences. Les licences et les marques de commerce qui ont des durées de vie indéterminées puisqu'elles ne font pas l'objet d'expiration sont comptabilisées au coût, ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de perte de valeur lors du premier trimestre ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'elles pourraient avoir subi une perte de valeur ou si nécessaire en raison des dates des acquisitions. Les contrats d'approvisionnement en carburant, les contrats de franchise et les marques de commerce qui ont des durées de vie déterminées sont comptabilisés au coût et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de leurs contrats respectifs. Les contrats de location favorables représentent des contrats de location dont les termes sont favorables en comparaison aux termes disponibles sur le marché et ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Les relations clients, les logiciels et les autres immobilisations incorporelles sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 3 à 15 ans.

Frais reportés

Les frais reportés sont principalement composés des frais encourus dans le cadre de l'étude et de la signature des crédits d'exploitation à terme renouvelables non garantis de la société et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du contrat correspondant. Les frais reportés comprennent aussi les frais encourus dans le cadre de l'étude et de la conclusion de contrats de location-simple qui sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail.

Contrats de location

Déterminer si un accord contient un contrat de location

Au commencement de l'accord, la société évalue si un accord est ou contient un contrat de location en déterminant si :

- l'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un ou de plusieurs actifs spécifiés; et
- l'accord confère le droit d'utiliser l'actif ou les actifs.

La société a déterminé que certains accords avec des franchisés contiennent des accords de location implicites et, par conséquent, comptabilise une partie de ces accords comme des contrats de location.

La société établit une distinction entre un contrat de location et un contrat de capacité. Un contrat de location prévoit le droit d'utiliser un actif spécifique pour une période de temps. Un contrat de capacité confère le droit et l'obligation de payer pour la disponibilité de certains volumes de capacité liés principalement au transport. Les contrats de capacité qui n'impliquent pas d'actifs spécifiques uniques ou qui ne confèrent pas la quasi-totalité de la capacité d'un actif spécifique ne sont pas considérés comme des contrats de location à des fins comptables. Les paiements de capacité sont constatés dans les états des résultats consolidés dans les frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Contrats de location dans lesquels la société est locataire

La société comptabilise les contrats de location-financement lorsque pratiquement tous les avantages et les risques afférents à la propriété du bien loué lui ont été transférés. Dans certains cas, la détermination de la nature d'un contrat de location n'est pas évidente et la direction doit faire preuve de jugement pour déterminer si un contrat de location est un contrat de location-financement qui transfère la quasi-totalité des risques et avantages se rattachant à la propriété à la société. Le jugement est nécessaire sur différents aspects qui comprennent, mais ne sont pas limités à, la juste valeur de l'actif loué, la durée de vie économique de l'actif loué, le fait d'inclure ou non des options de renouvellement dans la durée du bail ainsi que la détermination d'un taux d'actualisation approprié pour calculer la valeur actualisée des paiements minimaux. Les activités de la société impliquent un nombre considérable de contrats de location, dont la plupart sont jugés comme étant des contrats de location-simple. Le coût des actifs comptabilisés en vertu des contrats de location-financement représente le moindre de la valeur actualisée des paiements minimaux exigibles en vertu du bail et de la juste valeur de la propriété louée et est amorti linéairement sur le moindre de la durée de vie utile de l'actif et de la durée du bail. Les biens loués en vertu de contrats de location-financement sont présentés dans les immobilisations corporelles aux bilans consolidés.

Les contrats de location qui ne prévoient pas le transfert de la quasi-totalité des avantages et risques afférents à la propriété sont comptabilisés comme des contrats de location-simple. Lorsque les baux contiennent des clauses d'augmentations prédéterminées du loyer minimal, la société constate la charge locative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Conséquemment, la société comptabilise à titre de dépense de loyer reportée l'excédent de la charge sur le montant exigible.

La société reçoit également des incitatifs relatifs aux baux qui sont amortis selon la méthode linéaire sur le moindre de la durée du bail et de la durée de vie utile de l'actif.

Les gains et pertes découlant de transactions de cession-bail sont constatés dans les résultats consolidés au moment de la transaction sauf si :

- le prix de vente est inférieur à la juste valeur et la perte est compensée par des paiements futurs inférieurs au prix du marché, auquel cas la perte est reportée et amortie proportionnellement aux paiements au titre de la location sur la période pendant laquelle il est prévu d'utiliser l'actif; ou
- le prix de vente est supérieur à la juste valeur, auquel cas l'excédent est reporté et amorti sur la durée d'utilisation attendue de l'actif.

Contrats de location pour lesquels la société est le bailleur

Les contrats de location pour lesquels la société transfère la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif à une tierce partie sont classés en tant que contrats de location-financement. La société comptabilise les paiements de loyer à recevoir dans les bilans consolidés et les présente comme des débiteurs. Les loyers reçus au titre des contrats de location-financement sont ventilés entre les revenus financiers et la réduction de la créance.

Les contrats de location qui ne prévoient pas le transfert de la quasi-totalité des avantages et risques afférents à la propriété à une tierce partie sont comptabilisés comme des contrats de location-simple. Lorsque les baux contiennent des clauses d'augmentations prédéterminées du loyer minimal, la société constate le revenu locatif selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Conséquemment, la société comptabilise la différence entre le revenu locatif et le montant reçu selon le contrat comme loyer à recevoir.

Frais de financement

Les frais de financement liés aux emprunts à terme et aux titres de créance sont inclus dans la valeur comptable initiale de la dette correspondante et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui est basée sur les flux de trésorerie estimés sur la durée de vie prévue du passif. Les frais de financement liés aux emprunts renouvelables sont inclus dans les autres actifs et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie prévue de l'entente sous-jacente.

Régime de rémunération et autres paiements fondés sur des actions

Les coûts de rémunération fondée sur des actions sont évalués à la date de l'octroi en fonction de la méthode fondée sur la juste valeur.

La juste valeur des options d'achat d'actions est constatée sur la période d'acquisition de chaque tranche d'acquisition à titre de coût de rémunération avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. À la levée des options d'achat d'actions, le surplus d'apport correspondant est transféré au capital-actions.

Le coût de rémunération des actions fictives (les « AF ») et le passif y afférent sont comptabilisés linéairement sur la période d'acquisition correspondante sur la base de la juste valeur de marché des actions de catégorie B de la société et de la meilleure estimation du nombre d'AF qui seront ultimement payables. Le passif ainsi enregistré est ajusté à chaque période pour refléter toute variation de la juste valeur des actions de catégorie B et tout ajustement de l'estimation du nombre d'AF qui seront ultimement payables.

Avantages sociaux futurs

La société comptabilise ses obligations découlant des régimes de retraite de ses employés ainsi que les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes. Pour les régimes à prestations définies, la société a retenu les conventions comptables suivantes :

- Les obligations au titre des prestations et le coût des prestations de retraite constituées par les salariés actifs sont établis par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées au prorata des services et les charges de retraite sont constatées dans les résultats au fur et à mesure que les services sont rendus par les employés actifs. Les calculs tiennent compte des hypothèses considérées par la direction comme étant les plus probables concernant la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des salariés;
- Les actifs des régimes sont évalués à leur juste valeur;

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

- Les gains actuariels et les pertes actuarielles s'expliquent par les augmentations ou les diminutions de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies découlant des changements aux hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience. Les gains actuariels et les pertes actuarielles sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global sans incidence sur le bénéfice net;
- Les coûts des services passés sont enregistrés dans les résultats à la première des dates suivantes :
 - La date de modification ou de réduction du régime;
 - La date à laquelle la société comptabilise les coûts de restructuration ou d'indemnité de cessation d'emploi correspondants; et
- Les intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies correspondent au passif (à l'actif) net au titre des prestations définies multiplié par le taux d'actualisation et sont inclus dans les frais financiers.

Pour les régimes à cotisations déterminées, la charge de retraite inscrite aux résultats correspond aux cotisations que la société est tenue de verser en échange des services rendus par les salariés.

La valeur actualisée des obligations de retraite dépend d'un certain nombre de facteurs qui sont déterminés sur une base actuarielle en utilisant un certain nombre d'hypothèses. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations de retraite. La société détermine le taux d'actualisation approprié à la fin de chaque exercice. Il s'agit du taux qui doit être utilisé pour déterminer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs qui devraient être nécessaires pour régler les obligations de retraite. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la société considère les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la devise dans laquelle les prestations seront versées et qui ont une échéance se rapprochant de celle de l'obligation de retraite concernée.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées si la société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable que la société sera tenue d'éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, compte tenu des risques et des incertitudes liées à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

La valeur actuelle des provisions dépend d'un certain nombre de facteurs qui sont évalués sur une base régulière en utilisant un certain nombre d'hypothèses, y compris le taux d'actualisation, les flux de trésorerie attendus pour éteindre l'obligation et le nombre d'années jusqu'au règlement de la provision. Toute modification de ces hypothèses ou des réglementations gouvernementales auront une incidence sur la valeur comptable des provisions. Lorsque les flux de trésorerie réels sont différents des montants initialement comptabilisés, ces différences ont une incidence sur les résultats de la période au cours de laquelle le paiement est effectué. Historiquement, la société n'a pas connu de différences significatives dans ses prévisions par rapport aux résultats réels.

Coûts environnementaux

La société constate une provision pour les frais de réhabilitation de sites estimatifs futurs afin de satisfaire aux normes gouvernementales pour ses sites connus comme étant contaminés lorsque ces coûts peuvent être estimés raisonnablement. Les estimations des coûts futurs prévus pour les activités de remise en état de ces sites sont fondées sur l'expérience antérieure de la société en matière de réhabilitation de sites ainsi que sur d'autres facteurs, tels que l'état de la contamination des sites, l'emplacement des sites et l'expérience avec les entrepreneurs qui effectuent les évaluations environnementales et les travaux de réhabilitation. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se rapportent principalement aux coûts futurs estimatifs d'enlèvement des réservoirs de carburants et sont fondées sur l'expérience antérieure de la société dans ce domaine, la durée de vie utile estimative du réservoir, la durée restante des baux pour les réservoirs installés sur des propriétés louées, les estimations externes et les exigences réglementaires des gouvernements. Lorsqu'un réservoir de carburant est installé, un passif actualisé est comptabilisé pour la valeur actuelle de l'obligation liée à la mise hors service de l'immobilisation et la valeur de l'immobilisation correspondante est augmentée du même montant. Afin de déterminer le passif initial à comptabiliser, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

À la suite de la constatation initiale de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, la valeur comptable du passif est accrue de manière à tenir compte de l'écoulement du temps, puis ajustée selon les variations du taux d'actualisation courant fondé sur le marché ou de l'échéancier des flux de trésorerie sous-jacents nécessaires pour régler l'obligation.

Obligations relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail

Aux États-Unis et en Irlande, la société a recours à l'autoassurance pour couvrir certaines pertes relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail. Le coût ultime attendu actualisé de réclamations engagées à la date du bilan consolidé est constaté à titre de passif. Ce coût est estimé sur la base des données historiques de la société et d'évaluations actuarielles. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Restructuration

Une provision pour restructuration est comptabilisée seulement lorsqu'un plan formel et détaillé de restructuration existe et que le plan a débuté ou que les principales caractéristiques du plan ont été communiquées aux personnes concernées. Afin de déterminer le passif initial

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

comptabilisé, la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs a été calculée en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Un plan formel et détaillé inclut habituellement :

- l'identification de l'entreprise ou la partie de l'entreprise concernée;
- les principaux sites affectés;
- les détails relatifs aux salariés affectés;
- l'échéancier de la restructuration; et
- les charges qui devront être engagées.

Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

La société a effectué les classements suivants de ses actifs et passifs financiers :

Actifs et passifs financiers	Classement	Évaluation subséquente ⁽¹⁾	Classement des gains et pertes
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	Coût après amortissement	Bénéfice net
Trésorerie soumise à restrictions	Prêts et créances	Coût après amortissement	Bénéfice net
Débiteurs	Prêts et créances	Coût après amortissement	Bénéfice net
Placements	Placements disponibles à la vente	Juste valeur	Autres éléments du résultat global sujets à reclassement au bénéfice net
Instruments financiers dérivés	Actifs financiers ou passifs à la juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur	Bénéfice net
Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture	Instruments de couverture efficaces	Juste valeur	Autres éléments du résultat global sujets à reclassement au bénéfice net
Dette bancaire et dette à long terme	Autres passifs financiers	Coût après amortissement	Bénéfice net
Créditeurs et charges à payer	Autres passifs financiers	Coût après amortissement	Bénéfice net

(1) L'évaluation initiale de tous les actifs et passifs financiers est faite à la juste valeur.

Couverture et instruments financiers dérivés

Swap sur rendement total intégré

Afin de gérer les risques actuels et prévus liés aux variations de la juste valeur de marché des AF et des UAD octroyées par la société, cette dernière utilise un contrat d'investissement qui inclut un swap sur rendement total intégré. Le swap sur rendement total intégré est comptabilisé à la juste valeur dans les autres actifs aux bilans consolidés.

La société a documenté et désigné le swap sur rendement total intégré comme élément de couverture de flux de trésorerie de la transaction de règlement en espèces prévue des AF et des UAD octroyées. La société a déterminé que le swap sur rendement total intégré représente une couverture efficace lors de la mise en place de la couverture et pendant la durée du swap sur rendement total intégré. Les variations de la juste valeur sont initialement comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et sont subséquentement reclassées au bénéfice net consolidé au même moment où la variation de la juste valeur des AF et des UAD est comptabilisée dans le bénéfice net consolidé. Lorsque l'entité s'attend à ce que la transaction prévue ne se réalise pas, les gains, pertes, produits ou charges rattachés à l'élément de couverture qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat global par suite de l'application de la comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le bénéfice net de la période visée par les états financiers consolidés dans les frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux.

Dette à long terme libellée en devises étrangères désignées

La société désigne une portion de sa dette à long terme libellée en dollars américains et en couronnes norvégiennes à titre d'instrument de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations aux États-Unis et en Norvège, respectivement. La société désigne également une portion de sa dette à long terme libellée en euros à titre d'instrument de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations en euros et en couronnes danoises. Le solde restant, le cas échéant, en combinaison avec les swaps de taux d'intérêt multidevises, est désigné comme instrument de couverture du risque de change de l'investissement net dans ses opérations au Danemark, dans les pays baltes et en Irlande. Ainsi, les gains et les pertes liés à la conversion des dettes désignées et la variation de juste valeur des swaps de taux d'intérêt multidevises relatifs à ces dettes, qui sont considérés comme une couverture efficace, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global afin de contrebalancer les écarts de conversion sur devise provenant de la conversion de son investissement net dans ses opérations aux États-Unis, en Norvège, et dans ses opérations en euros et en couronnes danoises.

Swaps de taux d'intérêt multidevises

La société utilise des swaps de taux d'intérêt multidevises pour gérer le risque de taux de change relié à des déboursés prévus au titre de ses billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens, étant donné que ses flux de trésorerie sont surtout réalisés en dollars américains. La société a désigné ces swaps multidevises à titre d'instrument de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations étrangères. Ainsi, les gains et les pertes liés à la conversion de ces swaps de taux d'intérêt multidevises, qui sont considérés comme une couverture efficace, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global afin de contrebalancer les écarts de conversion sur devise provenant de la conversion de l'investissement net de la société dans ses opérations étrangères.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Swaps de taux d'intérêt multidevises à court terme

Occasionnellement, la société utilise des swaps de taux d'intérêt multidevises à court terme pour gérer le risque de change lié aux déboursés prévus dans une devise étrangère. Les gains et les pertes de change résultant de la conversion de ces swaps de taux d'intérêt multidevises à court terme sont constatés dans les états des résultats consolidés à titre de gain ou perte de change.

Accords de fixation de taux d'intérêt

La société utilise des accords de fixation de taux d'intérêt pour gérer le risque de taux d'intérêt lié aux titres de créance qu'elle prévoit émettre. Elle considère ces accords de fixation de taux d'intérêt comme des éléments de couverture des flux de trésorerie liés à l'émission future de titres de créance. Ainsi, les variations de la juste valeur des éléments de couverture, soit les accords de fixation de taux d'intérêt, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les gains et les pertes réalisés dans le cumul des autres éléments du résultat global seront reclassés dans la charge d'intérêts sur les mêmes périodes, à mesure que la charge d'intérêts sur la dette sera imputée aux résultats.

Garanties

Une garantie s'entend d'un contrat ou d'une convention d'indemnisation qui peut éventuellement obliger la société à faire des paiements à un tiers en fonction d'événements futurs. Ces paiements dépendent soit des changements dans un élément sous-jacent ou autres variables liés à un actif, à un passif ou à un titre de capitaux propres du bénéficiaire de la garantie, soit de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'une tierce partie. Il peut aussi s'agir d'une garantie indirecte des dettes d'une autre partie. Les garanties sont initialement constatées à la juste valeur et sont ultérieurement réévaluées lorsqu'une perte devient probable.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond au total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs engagés ou pris en charge et des instruments de capitaux propres émis par la société en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les frais d'acquisition directs sont constatés dans les résultats au moment où ils sont engagés.

Le goodwill découlant du regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif et initialement évalué au coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis. Si, après réévaluation, la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent (« goodwill négatif ») est immédiatement comptabilisé en résultats.

Déterminer la juste valeur des actifs et passifs acquis exige du jugement et l'utilisation d'hypothèses qui, si elles sont modifiées, peuvent affecter les états des résultats consolidés et les bilans consolidés.

Les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont alloués aux UGT aux fins de l'allocation du prix d'achat et du test de dépréciation en fonction du niveau le plus bas où la direction examine les résultats, niveau qui n'est pas plus élevé que le secteur d'exploitation. La répartition est faite à ces UGT, qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises dans lesquelles le goodwill et les autres immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont pris naissance.

Les résultats des entreprises acquises sont inclus aux états des résultats consolidés à compter de leur date respective d'acquisition.

Nouvelles normes comptables publiées récemment mais non encore appliquées

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui précise de quelle façon et à quel moment les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. IFRS 15 annule et remplace IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IAS 11, *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires. En septembre 2015, l'IASB a reporté la date d'application d'IFRS 15 aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'adoption anticipée est permise. La société évalue actuellement l'incidence de la norme sur ses états financiers consolidés.

Classement et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers

En juillet 2014, l'IASB a complété IFRS 9, *Instruments financiers*. Ce projet en trois parties visait à remplacer IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, avec une approche unique pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur. La norme comprend des exigences pour la comptabilisation et l'évaluation, la perte de valeur, la décomptabilisation et la comptabilité de couverture. La norme est en vigueur pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} janvier 2018 avec adoption anticipée permise. La société évalue actuellement l'incidence de la norme sur ses états financiers consolidés.

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplacera IAS 17, *Contrats de location*. Cette nouvelle norme s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, et son adoption anticipée est permise dans la mesure où la société a adopté IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La nouvelle norme exige que le preneur comptabilise une obligation locative correspondant aux paiements locatifs futurs et un actif lié au droit d'utilisation relativement à la plupart des contrats de location, et les inscrive au bilan, sauf en ce qui concerne les contrats de location qui répondent à des critères d'exception limités. La société évalue actuellement l'incidence de la norme sur ses états financiers consolidés. Puisque la société est assujettie à d'importantes obligations contractuelles sous forme de contrats de location simple (note 30) conformément à IAS 17, la société prévoit que l'adoption

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

d'IFRS 16 donnera lieu à une hausse significative des actifs et des passifs et à des changements significatifs touchant la présentation des charges associées aux contrats de location, et, dans une moindre mesure, le moment de la comptabilisation.

Impôts sur le résultat

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à IAS 12, *Impôts sur le résultat*, concernant la comptabilisation d'actifs d'impôts différés au titre de pertes latentes. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, et l'application anticipée est permise. Ces modifications clarifient la façon de comptabiliser les actifs d'impôts différés constatés sur des passifs financiers évalués à la juste valeur. Ces modifications n'auront pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

Tableau des flux de trésorerie

En janvier 2016, l'IASB a publié une modification d'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, afin d'exiger que les sociétés bonifient l'information concernant les variations de leurs passifs de financement. La modification s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, et l'application anticipée est permise. Cette modification n'aura pas d'incidence importante sur l'information publiée dans les états financiers consolidés de la société.

Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions

En juin 2016, l'IASB a publié « Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions », qui vient modifier IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, et qui précise comment comptabiliser certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, comme l'incidence des conditions d'acquisition de droits et des conditions accessoires à l'acquisition de droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie. Ces modifications prennent effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Ces modifications doivent être appliquées de façon prospective, et l'adoption rétrospective est permise. La société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

4. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

La société a fait les acquisitions d'entreprises suivantes :

2017

Acquisition de certains actifs canadiens d'Imperial Oil Limited

La société a acquis 278 sites auprès d'Imperial Oil Limited (« Imperial Oil »), dont 228 sont situés en Ontario, principalement dans la région métropolitaine de Toronto, et 50 sont situés dans la région métropolitaine de Montréal. L'accord comprenait également 13 lots vacants, 1 site opéré par un exploitant indépendant ainsi qu'une entente d'approvisionnement à long terme en carburant de marque Esso. L'intégration des sites a débuté le 12 septembre 2016 et s'est achevée le 27 octobre 2016. Sur les 278 sites, la société loue le terrain et la bâtisse pour 1 site, loue le terrain et possède la bâtisse pour 40 sites et possède ces deux actifs pour les 237 autres sites. À la clôture de la transaction, tous les sites fonctionnaient selon un modèle d'agent à commission, en vertu duquel un tiers exploite le site alors que la société exerce les activités liées au carburant pour le transport routier.

La société a financé cette transaction à même ses liquidités disponibles et ses facilités de crédit existantes.

Des frais d'acquisition de 12,2 \$ ont été comptabilisés au poste des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à cette acquisition.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Le tableau qui suit présente l'appréciation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge:

	Appréciation finale
	\$
Actif	
Actif à court terme	
Stocks	13,8
	13,8
Immobilisations corporelles	742,9
Immobilisations incorporelles identifiables	6,6
Autres actifs	4,1
	767,4
Passif	
Passif à court terme	
Créditeurs et charges à payer	1,2
Provisions	19,5
	20,7
Crédits reportés et autres éléments de passif	7,7
Impôts différés	18,9
	47,3
Actif net identifiable	720,1
Goodwill	565,6
Contrepartie totale payée en trésorerie	1 285,7

La société estime que tout le goodwill relatif à cette transaction sera déductible aux fins fiscales.

La société a effectué cette acquisition avec l'objectif d'accroître ses parts de marché, de pénétrer de nouveaux marchés et d'augmenter les économies d'échelle dont elle profite. Cette acquisition a généré un goodwill dû principalement à l'emplacement stratégique des magasins acquis. Depuis la date d'acquisition, les revenus et le bénéfice net relatifs à ces magasins ont été respectivement de 1 043,5 \$ et de 54,5 \$. Étant donné la nature de cette acquisition, l'information financière disponible ne permet pas de présenter fidèlement le chiffre d'affaires et le bénéfice net pro forma de la société si elle avait réalisé cette acquisition au début de son exercice.

Autres acquisitions

- Le 1^{er} mai 2016, la société a complété l'acquisition de toutes les actions de Dansk Fuel A/S (« Dansk Fuel ») auprès d'A/S Dansk Shell, incluant un réseau de 315 stations-service et des activités de vente de carburant commercial et de vente de carburant pour l'aviation, tous situés au Danemark, pour une contrepartie totale de 308,1 \$.

En vertu des exigences de la Commission européenne, la société a:

- été autorisée à conserver 127 sites de Dansk Fuel, dont 86 à titre de propriétaires et 41 étant loués à de tierces parties;
- dû céder les activités restantes de Dansk Fuel, en plus de 24 de ses sites actuels au Danemark; et
- continué d'opérer de façon distincte de Dansk Fuel jusqu'au transfert des sites conservés à sa filiale danoise.

Puisque la société ne contrôlait pas les opérations de Dansk Fuel, ses actions ont été comptabilisées comme un investissement dans une société associée selon la méthode de la mise en équivalence.

Entre le 20 juin 2016 et le 11 septembre 2016, la société a obtenu progressivement le contrôle des opérations des sites conservés lorsqu'ils étaient transférés de Dansk Fuel à sa filiale au Danemark et depuis, les actifs et résultats relatifs à ces sites sont inclus à son bilan consolidé et à ses résultats consolidés. Parmi les 127 sites conservés, 72 sont des stations-service avec magasins d'accommodation, 49 sont des stations-service automatisées et 6 sont des haltes routières pour les camionneurs. En date du transfert, tous ces sites étaient opérés par des exploitants indépendants et tous les sites ont été convertis en sites corporatifs au cours de l'exercice 2017.

Le 31 octobre 2016, comme toutes les exigences de la Commission européenne avaient été respectées, la société a vendu toutes ses actions de Dansk Fuel à DCC Holding A/S, une filiale de DCC plc, pour une contrepartie totale en espèces de 71,5 \$. Préalablement à cette transaction de vente, une réduction de capital d'un montant de 65,6 \$ a été reçue de Dansk Fuel.

La société a financé cette transaction à même ses liquidités disponibles et ses facilités de crédit existantes.

- Le 15 novembre 2016, la société a complété l'acquisition de 23 sites corporatifs, situés en Estonie, auprès de Sevenoil Est OÜ et ses affiliés, incluant 11 stations-service avec magasins d'accommodation et 12 stations-service automatisées sans employés. La société loue le terrain et est propriétaire de la bâtisse pour trois sites et est propriétaire de ces actifs pour les autres sites. La société a financé cette transaction à même ses liquidités disponibles et ses facilités de crédit existantes.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

- Au cours de l'exercice 2017, la société a également fait l'acquisition de 13 magasins corporatifs par l'entremise de transactions distinctes. La société est propriétaire du terrain et de la bâtisse pour ces sites. La société a financé ces transactions à même ses liquidités disponibles et ses facilités de crédit existantes.

Ces transactions ont été effectuées pour une contrepartie totale de 223,5 \$. La société n'a pas encore terminé son appréciation de la juste valeur des actifs acquis, des passifs pris en charge et du goodwill pour toutes les transactions. L'appréciation préliminaire pourrait donc faire l'objet d'ajustements aux justes valeurs des actifs, des passifs et du goodwill jusqu'à ce que le processus soit terminé. Pour l'exercice terminé le 30 avril 2017, des frais d'acquisition de 8,8 \$ ont été comptabilisés au poste des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à ces acquisitions et à d'autres acquisitions non réalisées ou en cours.

Le tableau qui suit présente les appréciations préliminaires de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge des autres acquisitions basées sur les justes valeurs estimées à la date d'acquisition et sur l'information disponible en date de publication des présents états financiers consolidés :

	\$
Actifs corporels acquis	
Stocks	12,8
Immobilisations corporelles	130,0
Autres actifs	3,9
Actif corporel total	146,7
Passifs pris en charge	
Créditeurs et charges à payer	2,4
Provisions	4,3
Crédits reportés et autres éléments de passif	7,2
Passif total	13,9
Actif corporel net acquis	132,8
Goodwill	90,7
Contrepartie totale	223,5
Contrepartie présumée pour le transfert de 127 sites de Dansk Fuel	177,6
Contrepartie totale payée en trésorerie	45,9

La société estime que tout le goodwill relatif à ces transactions sera déductible aux fins fiscales.

La société a effectué ces acquisitions avec l'objectif d'accroître ses parts de marché, de pénétrer de nouveaux marchés et d'augmenter les économies d'échelle dont elle profite. Depuis la date d'acquisition, les revenus et le bénéfice net relatifs à ces magasins ont été respectivement de 247,5 \$ et de 5,3 \$. Étant donné la nature de ces acquisitions, l'information financière disponible ne permet pas de présenter fidèlement le chiffre d'affaires et le bénéfice net pro forma de la société si elle avait réalisé ces acquisitions au début de son exercice.

2016

Acquisition de Topaz

Le 1^{er} février 2016, la société a acquis toutes les actions en circulation de Topaz pour une contrepartie totale en espèces de 257,5 € ou 280,4 \$ (nette de la contrepartie à recevoir), plus une contrepartie conditionnelle d'un montant non actualisé maximum de 15,0 € (16,3 \$) payable à la signature de deux contrats. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle a été estimée basée sur les informations disponibles sur le progrès des négociations à la date d'acquisition, et représente la meilleure estimation de la société. Topaz est le plus grand détaillant de magasins d'accommodation et de carburant en Irlande, avec un réseau comprenant 444 stations-service. De ces stations-service, 158 sont opérées par Topaz et 286 par des exploitants indépendants. À la suite de cette transaction, la société est devenue propriétaire du terrain et de la bâtisse pour 77 sites, locataire du terrain et propriétaire de la bâtisse pour 24 sites et locataire de ces mêmes actifs pour les sites restants. Cette transaction vise également d'importantes opérations commerciales de vente de carburant puisqu'elle comprend plus de 30 dépôts et 2 terminaux détenus.

Des frais d'acquisition de 1,0\$ ont été comptabilisés au poste des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à cette acquisition.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Le tableau qui suit présente l'appréciation initiale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge, telle qu'elle est présentée dans les états financiers consolidés annuels 2016 de la société, et les ajustements finaux effectués afin de modifier cette appréciation :

	Appréciation initiale	Ajustements	Appréciation finale
	\$	\$	\$
Actif			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28,4	-	28,4
Débiteurs ^(a)	213,5	(24,4)	189,1
Stocks	38,1	-	38,1
Frais payés d'avance	12,9	(2,2)	10,7
	292,9	(26,6)	266,3
Immobilisations corporelles	509,0	(33,9)	475,1
Immobilisations incorporelles identifiables	5,1	122,5	127,6
Autres actifs	5,1	3,3	8,4
Impôts différés	2,2	(2,2)	-
	814,3	63,1	877,4
Passif			
Passif à court terme			
Créditeurs et charges à payer	237,7	(21,7)	216,0
Provisions	2,4	0,9	3,3
Impôts sur les bénéfices à payer	-	0,6	0,6
Portion à court terme de la dette à long terme	231,3	(0,2)	231,1
	471,4	(20,4)	451,0
Dette à long terme	153,0	(19,1)	133,9
Provisions	19,5	(1,9)	17,6
Passif au titre des prestations constituées	9,6	-	9,6
Crédits reportés et autres éléments de passif	-	2,6	2,6
Impôts différés	-	27,0	27,0
	653,5	(11,8)	641,7
Actif net identifiable	160,8	74,9	235,7
Goodwill	136,4	(75,4)	61,0
Contrepartie	297,2	(0,5)	296,7
Contrepartie à recevoir	-	(0,5)	(0,5)
Contrepartie conditionnelle	16,3	-	16,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	28,4	-	28,4
Flux de trésorerie nets à l'acquisition	252,5	-	252,5

(a) La juste valeur des débiteurs acquis s'élève à 189,1 \$, qui représente le montant contractuel brut à recevoir de 194,4 \$, desquels l'encaissement d'un montant de 5,3 \$ n'est pas attendu.

Aucun goodwill n'était déductible aux fins fiscales au regard de cette transaction.

La société a effectué cette acquisition avec l'objectif de pénétrer de nouveaux marchés et d'augmenter les économies d'échelle dont elle profite. Cette acquisition a généré un goodwill dû principalement à la présence importante du réseau en Irlande de Topaz.

Autres acquisitions

- Le 1^{er} décembre 2015, la société a acquis auprès de Texas Star Investments et ses affiliés 18 magasins corporatifs, 2 restaurants à service rapide ainsi qu'un réseau d'approvisionnement en carburant pour le transport routier situés dans l'État du Texas, aux États-Unis. La société est propriétaire du terrain et de la bâtisse pour 17 sites et elle loue ces mêmes actifs pour les autres sites.
- Le 24 septembre 2015, la société a conclu l'acquisition auprès de Kocolene Marketing LLC de 13 magasins corporatifs opérant dans les États de l'Indiana et du Kentucky aux États-Unis. La société est propriétaire du terrain et de la bâtisse pour 12 sites et loue ces actifs pour l'autre site.
- Le 2 juin 2015, la société a conclu l'acquisition auprès de Cinco J, Inc., Tiger Tote Food Stores, Inc. et leurs affiliés de 21 magasins corporatifs opérant dans les États du Texas, du Mississippi et de la Louisiane aux États-Unis. La société est propriétaire du terrain et de la bâtisse pour 18 sites et loue les terrains et est propriétaire des immeubles pour les 3 autres sites. Dans le cadre de cette transaction, la société a également fait l'acquisition de contrats d'approvisionnement en carburant pour le transport routier pour 141 sites opérés par des exploitants indépendants, de 5 lots à développer et des relations clients pour 93 sites.
- Au cours de l'exercice 2016, la société a également fait l'acquisition de 19 autres magasins par l'entremise de transactions distinctes. La société est propriétaire du terrain et de la bâtisse pour 15 sites et elle loue ces mêmes actifs pour les 4 autres.

Des frais d'acquisition de 5,2 \$ ont été comptabilisés au poste des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à ces acquisitions et à d'autres acquisitions non réalisées ou en cours.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Ces acquisitions ont été effectuées pour une contrepartie totale en espèces de 184,8 \$. Le tableau qui suit présente l'appréciation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition et d'autres informations disponibles à la date de publication des présents états financiers consolidés :

	\$
Actifs corporels acquis	
Stocks	7,0
Immobilisations corporelles	86,9
Autres actifs	2,9
Actif corporel total	96,8
Passifs pris en charge	
Provisions	1,2
Crédits reportés et autres éléments de passif	4,9
Passif total	6,1
Actif corporel net acquis	90,7
Immobilisations incorporelles	11,3
Goodwill	82,8
Contrepartie totale payée en trésorerie	184,8

Le montant de goodwill déductible à des fins fiscales relatif à ces transactions s'est élevé à approximativement 10,5 \$.

La société a effectué ces acquisitions avec l'objectif d'accroître ses parts de marché, de pénétrer de nouveaux marchés et d'augmenter les économies d'échelle dont elle profite. Ces acquisitions ont généré un goodwill dû principalement à l'emplacement stratégique des magasins acquis.

5. CESSIION D'ACTIVITÉ

Le 1^{er} octobre 2015, la société a conclu la cession de ses activités de vente de lubrifiants à Fuchs Petrolub SE. La cession a été effectuée par l'entremise d'une vente d'actions en vertu de laquelle Fuchs Petrolub SE a acheté 100 % des actions émises et en circulation de Statoil Fuel & Retail Lubricants Sweden AB. Le produit de cession total des activités de vente de lubrifiants a été de 81,0 \$. La société a comptabilisé un gain sur la cession de 47,4 \$ lié à cette transaction de vente.

6. PARTICIPATION DANS DES COENTREPRISES ET DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

	2017	2016
	\$	\$
Participation dans des coentreprises	106,4	89,6
Participation dans des entreprises associées	1,5	1,6
	107,9	91,2

Le placement de la société dans ses coentreprises et entreprises associées, dont aucune n'est individuellement significative pour la société, est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. Les montants suivants représentent la quote-part de la société dans le bénéfice net et le résultat global de ses coentreprises et entreprises associées :

	2017 (53 semaines)	2016 (52 semaines)
	\$	\$
Coentreprises		
Bénéfice net et résultat global	32,6	29,8
Entreprises associées		
(Perte) bénéfice net(te) et résultat global	(2,2)	0,2
	30,4	30,0

7. RACHAT DE LA PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE DANS CIRCLE K ASIA S.À.R.L.

Le 24 juillet 2015, la société a exercé son option de rachat de la participation ne donnant pas le contrôle dans Circle K Asia s.à.r.l. (« Circle K Asia ») pour une contrepartie en espèces de 11,8 \$. La différence entre la contrepartie payée et la valeur de la participation ne donnant pas le contrôle au 24 juillet 2015 a été présentée au surplus d'apport. Étant donné le rachat, l'obligation de rachat de la société a été annulée, et son renversement a été comptabilisé dans les bénéfices non répartis. La société détient désormais 100 % des opérations de Circle K Asia.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

8. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES DÉPENSES

	2017 (53 semaines)	2016 (52 semaines) (ajusté, note 2)
	\$	\$
Coût des ventes	31 422,7	28 063,1
Frais de vente	4 052,7	3 722,9
Frais d'administration	623,5	578,7
Frais d'exploitation	107,9	112,2
Frais d'exploitation totaux	<u>4 784,1</u>	<u>4 413,8</u>

Les dépenses présentées ci-dessus comprennent des frais de location de 385,5 \$ (379,4 \$ en 2016), déduction faite des revenus de sous-location de 23,1 \$ (24,1 \$ en 2016).

	2017 (53 semaines)	2016 (52 semaines)
	\$	\$
Dépenses au titre des avantages du personnel		
Salaires	1 544,3	1 420,4
Avantages sociaux et autres contributions relatives aux employeurs	190,5	181,2
Avantages sociaux futurs (note 28)	98,4	96,8
Primes de départ	6,5	5,4
Rémunération et autres paiements fondés sur des actions (note 26)	10,6	10,9
Gains de compression sur l'obligation au titre de régimes de retraite à prestations définies (note 28)	(3,9)	(27,2)
	<u>1 846,4</u>	<u>1 687,5</u>

9. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

	2017 (53 semaines)	2016 (52 semaines)
	\$	\$
Salaires et autres avantages à court terme	9,3	9,6
Rémunération et autres paiements fondés sur des actions	8,7	8,2
Avantages sociaux futurs (note 28)	2,4	2,3
	<u>20,4</u>	<u>20,1</u>

Les principaux dirigeants comprennent les membres du conseil d'administration et de la haute direction.

10. FRAIS FINANCIERS NETS

	2017 (53 semaines)	2016 (52 semaines) (ajusté, note 2)
	\$	\$
Frais financiers		
Dépenses d'intérêts		
Intérêts sur la dette à long terme	85,1	65,1
Intérêts sur les obligations découlant des contrats de location-financement	23,6	18,6
Intérêts nets sur les régimes à prestations définies (note 28)	1,5	2,8
Intérêts sur les découverts et les emprunts bancaires	1,5	0,2
Charge de désactualisation des provisions (note 24)	14,5	16,0
Autres charges financières	6,6	7,2
	<u>132,8</u>	<u>109,9</u>
Revenus financiers		
Intérêts sur les dépôts bancaires	(3,3)	(2,6)
Autres revenus financiers	(3,1)	(4,3)
	<u>(6,4)</u>	<u>(6,9)</u>
Perte de change résultant de la conversion de devises	9,6	5,0
Frais financiers nets	<u>136,0</u>	<u>108,0</u>

11. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

	2017 (53 semaines)	2016 (52 semaines) (ajusté, note 2)
	\$	\$
Impôts sur les bénéfices exigibles	336,0	360,2
Impôts différés	47,2	38,1
	<u>383,2</u>	<u>398,3</u>

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Les principaux éléments ayant eu pour effet de produire des écarts entre les taux d'imposition effectifs et statutaires combinés au Canada se détaillent comme suit :

	2017	2016 (ajusté, note 2)
	%	%
Taux d'imposition statutaire combiné au Canada ^(a)	26,83	26,90
Incidence des taux d'imposition d'autres juridictions	(1,55)	(1,23)
Incidence des variations des taux d'imposition	0,02	(0,04)
Autres écarts permanents	(1,23)	(0,57)
Taux d'imposition effectif	<u>24,07</u>	<u>25,06</u>

(a) Le taux d'imposition statutaire combiné de la société au Canada comprend les taux d'imposition sur les bénéfices provinciaux pertinents.

Les composantes des actifs et passifs d'impôts différés sont les suivantes :

	2017					
	Solde au 24 avril 2016 (ajusté, note 2)	Comptabilisé en résultats	Comptabilisé directement aux autres éléments du résultat global ou aux capitaux propres	Transfert des impôts à payer	Comptabilisé par le biais d'acquisitions d'entreprises	Solde au 30 avril 2017
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs d'impôts différés						
Immobilisations corporelles	17,2	3,9	-	-	-	21,1
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	18,2	(1,2)	(0,5)	-	-	16,5
Goodwill	(6,7)	2,7	-	-	-	(4,0)
Frais reportés	9,9	(5,0)	(1,2)	-	-	3,7
Attributs fiscaux	13,7	(13,7)	-	-	-	-
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	4,2	(2,4)	-	-	-	1,8
Crédits reportés	(2,8)	(5,0)	0,5	-	-	(7,3)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	-	1,2	(1,2)	-	-	-
(Gain) perte de change non réalisé(e)	(11,3)	15,5	(2,4)	-	-	1,8
Autres	3,9	3,6	(1,4)	-	-	6,1
	<u>46,3</u>	<u>(0,4)</u>	<u>(6,2)</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>39,7</u>
Passifs d'impôts différés						
Immobilisations corporelles	672,9	58,7	(13,2)	-	23,7	742,1
Goodwill	76,8	17,2	0,2	-	-	94,2
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(121,3)	(7,6)	(0,4)	-	(0,9)	(130,2)
Immobilisations incorporelles	96,6	(16,6)	1,7	-	-	81,7
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(57,1)	(8,6)	2,2	-	-	(63,5)
Attributs fiscaux	(26,9)	(20,3)	(2,6)	15,8	-	(34,0)
Frais reportés	(9,6)	9,8	0,4	-	(3,3)	(2,7)
Crédits reportés	(13,4)	(3,8)	0,1	-	(0,6)	(17,7)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	77,9	(8,9)	-	-	-	69,0
(Gain) perte de change non réalisé(e)	-	16,2	(0,4)	-	-	15,8
Autres	(3,6)	10,7	(13,7)	-	-	(6,6)
	<u>692,3</u>	<u>46,8</u>	<u>(25,7)</u>	<u>15,8</u>	<u>18,9</u>	<u>748,1</u>

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

2016

	Solde au 26 avril 2015	Comptabilisé en résultats	Comptabilisé directement aux autres éléments du résultat global ou aux capitaux propres	Transfert des impôts à payer	Comptabilisé par le biais d'acquisitions d'entreprises (ajusté, note 2)	Solde au 24 avril 2016 (ajusté, note 2)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs d'impôts différés						
Immobilisations corporelles	(18,6)	35,7	0,1	-	-	17,2
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	25,4	(6,7)	(0,5)	-	-	18,2
Goodwill	(33,9)	27,2	-	-	-	(6,7)
Frais reportés	8,0	2,5	(0,6)	-	-	9,9
Attributs fiscaux	54,3	(47,6)	4,6	-	2,4	13,7
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	16,4	(11,9)	(0,3)	-	-	4,2
Crédits reportés	(3,9)	0,4	0,7	-	-	(2,8)
Gain de change non réalisé	(4,7)	(2,9)	(3,7)	-	-	(11,3)
Autres	20,9	(19,3)	2,0	-	0,3	3,9
	<u>63,9</u>	<u>(22,6)</u>	<u>2,3</u>	<u>-</u>	<u>2,7</u>	<u>46,3</u>
Passifs d'impôts différés						
Immobilisations corporelles	641,4	5,1	12,3	-	14,1	672,9
Goodwill	3,9	72,0	0,9	-	-	76,8
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(132,5)	12,3	(1,1)	-	-	(121,3)
Immobilisations incorporelles	121,2	(40,8)	-	-	16,2	96,6
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(44,1)	(12,0)	(1,0)	-	-	(57,1)
Attributs fiscaux	(54,0)	(3,6)	1,4	29,3	-	(26,9)
Frais reportés	(8,4)	(2,4)	1,2	-	-	(9,6)
Crédits reportés	(1,3)	(11,9)	(0,2)	-	-	(13,4)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	61,7	10,1	6,1	-	-	77,9
Perte (gain) de change non réalisée	1,5	0,5	(2,0)	-	-	-
Autres	4,7	(13,8)	6,4	-	(0,9)	(3,6)
	<u>594,1</u>	<u>15,5</u>	<u>24,0</u>	<u>29,3</u>	<u>29,4</u>	<u>692,3</u>

Le détail des actifs d'impôts différés et des passifs d'impôts différés est le suivant :

	2017	2016 (ajusté, note 2)
	\$	\$
Actifs d'impôts différés		
Actifs d'impôts différés à recouvrer dans plus de 12 mois	37,7	43,0
Actifs d'impôts différés à recouvrer dans les 12 mois	2,0	3,3
	<u>39,7</u>	<u>46,3</u>
Passifs d'impôts différés		
Passifs d'impôts différés à régler dans plus de 12 mois	828,1	754,8
Passifs d'impôts différés à régler dans les 12 mois	(80,0)	(62,5)
	<u>748,1</u>	<u>692,3</u>

Les passifs d'impôts différés relatifs aux impôts qui seraient payables sur les bénéfices non répartis de certaines filiales n'ont pas été comptabilisés puisque ces montants ne devraient pas se matérialiser dans un avenir prévisible. Les différences temporelles liées à ces participations s'élèvent à 1 122,2 \$ (962,9 \$ en 2016).

12. BÉNÉFICE NET PAR ACTION

Le tableau suivant présente les informations sur le calcul du bénéfice net par action de base et dilué :

	2017 (53 semaines)	2016 (52 semaines) (ajusté, note 2)
	\$	\$
Bénéfice net disponible aux détenteurs d'actions des catégories A et B	<u>1 208,9</u>	<u>1 191,2</u>
Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)	567 864	567 425
Effet dilutif des options d'achat d'actions (en milliers)	1 429	1 770
Nombre moyen pondéré d'actions dilué (en milliers)	<u>569 293</u>	<u>569 195</u>
Bénéfice net de base par action disponible aux détenteurs d'actions des catégories A et B	<u>2,13</u>	<u>2,10</u>
Bénéfice net dilué par action disponible aux détenteurs d'actions des catégories A et B	<u>2,12</u>	<u>2,09</u>

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Aux fins du calcul du bénéfice net dilué par action de 2017, 357 969 options d'achat d'actions ont été exclues compte tenu de leur effet antidilutif (203 713 options d'achat d'actions exclues en 2016).

Au cours de l'exercice 2017, le conseil a déclaré des dividendes totalisant 34,75 ¢ CA par action (26,75 ¢ CA par action en 2016).

13. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT HORS CAISSE

	2017 (53 semaines)	2016 (52 semaines) (ajusté, note 2)
	\$	\$
Débiteurs	(178,2)	53,5
Stocks	(40,6)	24,7
Frais payés d'avance	3,4	1,0
Créditeurs et charges à payer	255,9	(4,8)
Impôts sur les bénéfices à payer	(24,2)	15,7
	<u>16,3</u>	<u>90,1</u>

14. DÉBITEURS

	2017	2016 (ajusté, note 2)
	\$	\$
Comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir ^(a)	677,6	640,4
Montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit ^(a)	651,5	586,3
Provision pour créances douteuses	(25,7)	(28,5)
Montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir – nets	<u>1 303,4</u>	<u>1 198,2</u>
Autres débiteurs	192,5	172,2
Provision pour créances douteuses	(1,7)	-
	<u>1 494,2</u>	<u>1 370,4</u>

(a) Ces montants sont présentés déduction faite d'un montant de 209,2 \$ présenté en réduction des comptes fournisseurs et charges à payer en raison d'accords de compensation (163,2 \$ au 24 avril 2016).

Le tableau qui suit présente l'âge des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir non dépréciés :

	2017	2016 (ajusté, note 2)
	\$	\$
Courants	1 209,6	1 034,8
En souffrance depuis 1-30 jours	64,7	121,9
En souffrance depuis 31-60 jours	10,5	11,6
En souffrance depuis 61-90 jours	9,4	11,8
En souffrance depuis 91 jours et plus	9,2	18,1
	<u>1 303,4</u>	<u>1 198,2</u>

Le mouvement de la provision pour créances douteuses s'établit comme suit :

	2017	2016
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	28,5	27,1
Acquisitions d'entreprises	-	5,3
Provision pour créances douteuses, déduction faite du solde de début inutilisé	7,2	3,9
Créances radiées au cours de l'exercice	(7,7)	(8,2)
Effet des fluctuations du taux de change	(0,6)	0,4
Solde à la fin de l'exercice	<u>27,4</u>	<u>28,5</u>

15. STOCKS

	2017	2016
	\$	\$
Marchandises	549,7	543,9
Carburant pour le transport routier	315,0	271,7
Autres	1,0	1,1
	<u>865,7</u>	<u>816,7</u>

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

16. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Immeubles et composantes de				Total
	Terrains	bâtisse	Équipements	Améliorations locatives	
	\$	\$	\$	\$	\$
Exercice terminé le 30 avril 2017					
Valeur nette comptable au début	1 997,8	1 937,8	2 204,4	231,5	6 371,5
Additions	105,5	180,7	764,3	62,0	1 112,5
Acquisitions d'entreprises (note 4)	591,0	139,8	142,1	-	872,9
Dispositions	(43,3)	(29,1)	(60,6)	(2,6)	(135,6)
Dépense d'amortissement	(10,0)	(169,8)	(348,8)	(53,3)	(581,9)
Perte de valeur	(0,2)	(0,3)	(0,5)	-	(1,0)
Reclassements	11,5	36,3	(71,2)	23,4	-
Effet des fluctuations du taux de change	(50,2)	(44,8)	(49,1)	(4,2)	(148,3)
Valeur nette comptable à la fin^(a)	2 602,1	2 050,6	2 580,6	256,8	7 490,1
Au 30 avril 2017					
Coût	2 617,5	2 885,8	4 469,3	639,7	10 612,3
Amortissements et perte de valeur cumulés	(15,4)	(835,2)	(1 888,7)	(382,9)	(3 122,2)
Valeur nette comptable^(a)	2 602,1	2 050,6	2 580,6	256,8	7 490,1
Portion relative aux contrats de location-financement	140,5	107,5	54,3	-	302,3
Exercice terminé le 24 avril 2016 (ajusté, note 2)					
Valeur nette comptable au début	1 585,8	1 805,0	1 978,0	231,3	5 600,1
Additions	116,8	190,4	562,8	39,1	909,1
Acquisitions d'entreprises (note 4)	335,8	97,4	110,1	18,7	562,0
Dispositions	(49,6)	(28,0)	(73,0)	(1,5)	(152,1)
Dépense d'amortissement	(1,5)	(162,1)	(342,5)	(54,1)	(560,2)
Perte de valeur	(0,7)	(3,4)	(1,6)	-	(5,7)
Reclassements	0,7	27,3	(27,4)	(0,6)	-
Effet des fluctuations du taux de change	10,5	11,2	(2,0)	(1,4)	18,3
Valeur nette comptable à la fin^(a)	1 997,8	1 937,8	2 204,4	231,5	6 371,5
Au 24 avril 2016 (ajusté, note 2)					
Coût	2 002,7	2 641,7	3 909,1	585,3	9 138,8
Amortissements et perte de valeur cumulés	(4,9)	(703,9)	(1 704,7)	(353,8)	(2 767,3)
Valeur nette comptable^(a)	1 997,8	1 937,8	2 204,4	231,5	6 371,5
Portion relative aux contrats de location-financement	151,2	117,6	43,2	-	312,0

(a) La valeur nette comptable au 30 avril 2017 inclut un montant de 516,2 \$ relatif aux constructions en cours (408,5 \$ au 24 avril 2016).

17. GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Goodwill

	2017	2016 (ajusté, note 2)
	\$	\$
Coût au début de l'exercice	1 773,2	1 629,2
Acquisitions d'entreprises (note 4)	656,3	143,8
Cession des activités de vente de lubrifiants	-	(0,3)
Effet des fluctuations du taux de change	(52,5)	0,5
Coût à la fin de l'exercice	2 377,0	1 773,2

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Immobilisations incorporelles

	Marques de commerce	Contrats de franchise	Logiciels ^(a)	Relations client	Licences	Contrats d'approvisionnement en carburant	Contrats de location favorables	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Exercice terminé le 30 avril 2017									
Valeur nette comptable au début	327,0	55,1	169,1	62,8	24,7	11,1	102,0	4,1	755,9
Additions	4,4	0,1	25,3	-	0,5	-	-	0,3	30,6
Acquisitions d'entreprises (note 4)	-	-	0,1	-	-	-	6,5	-	6,6
Dispositions	(3,9)	-	(0,6)	-	-	(0,5)	(3,8)	(0,1)	(8,9)
Loyer et dépense d'amortissement	(37,9)	(14,5)	(27,8)	(5,4)	-	(1,2)	(9,7)	(1,9)	(98,4)
Effet des fluctuations du taux de change	(5,2)	(1,9)	(5,7)	(1,7)	-	-	(1,8)	-	(16,3)
Valeur nette comptable à la fin	284,4	38,8	160,4	55,7	25,2	9,4	93,2	2,4	669,5
Au 30 avril 2017									
Coût	389,8	107,9	263,1	152,4	25,2	54,8	108,0	6,3	1 107,5
Amortissements cumulés	(105,4)	(69,1)	(102,7)	(96,7)	-	(45,4)	(14,8)	(3,9)	(438,0)
Valeur nette comptable	284,4	38,8	160,4	55,7	25,2	9,4	93,2	2,4	669,5
Exercice terminé le 24 avril 2016 (ajusté, note 2)									
Valeur nette comptable au début	349,3	72,2	174,0	5,8	24,5	6,5	60,8	2,8	695,9
Additions	-	-	25,7	-	-	-	-	-	25,7
Acquisitions d'entreprises (note 4)	14,2	-	1,7	62,0	0,2	8,7	49,6	2,5	138,9
Dispositions	(8,5)	(0,3)	(2,7)	-	-	(0,3)	(3,0)	-	(14,8)
Loyer et dépense d'amortissement	(29,2)	(15,0)	(21,3)	(6,9)	-	(3,8)	(7,1)	(1,2)	(84,5)
Effet des fluctuations du taux de change	1,2	(1,8)	(8,3)	1,9	-	-	1,7	-	(5,3)
Valeur nette comptable à la fin	327,0	55,1	169,1	62,8	24,7	11,1	102,0	4,1	755,9
Au 24 avril 2016 (ajusté, note 2)									
Coût	397,2	112,5	249,0	158,4	24,7	58,7	111,2	7,6	1 119,3
Amortissements cumulés	(70,2)	(57,4)	(79,9)	(95,6)	-	(47,6)	(9,2)	(3,5)	(363,4)
Valeur nette comptable	327,0	55,1	169,1	62,8	24,7	11,1	102,0	4,1	755,9

(a) La valeur nette comptable au 30 avril 2017 comprend 24,6 \$ en lien avec des logiciels en cours (28,5 \$ au 24 avril 2016).

Le goodwill et les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée sont répartis aux UGT en fonction de la localisation géographique des magasins acquis. La répartition au 30 avril 2017 et au 24 avril 2016 est la suivante :

	2017		2016	
UGT	Immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée	Goodwill	Immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée	Goodwill (ajusté, note 2)
	\$	\$	\$	\$
Canada	-	692,0	-	155,6
États-Unis	179,8	1 139,0	179,2	1 138,6
Scandinavie	61,3	468,0	64,4	414,3
Europe centrale et Europe de l'Est	25,8	12,4	25,8	1,6
Irlande	-	65,6	-	63,1
	266,9	2 377,0	269,4	1 773,2

Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée pour l'UGT des États-Unis sont la marque de commerce Circle K et les licences. L'immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité indéterminée pour les UGT de la Scandinavie et de l'Europe centrale et Europe de l'Est est le logo de la gouttelette. L'UGT de la Scandinavie regroupe les activités de la Norvège, de la Suède et du Danemark tandis que l'UGT de l'Europe centrale et Europe de l'Est regroupe les activités de la Pologne, la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie et la Russie.

Pour le test annuel de dépréciation, la valeur recouvrable des UGT a été déterminée sur la base de leur juste valeur diminuée des coûts de vente. La société utilise une approche basée sur le BAIIA (bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements) de sociétés comparables pour déterminer ces valeurs.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

18. AUTRES ACTIFS

	2017	2016 (ajusté, note 2)
	\$	\$
Montants à recevoir pour réclamations environnementales (note 24)	77,5	76,8
Actifs de rémunération différée	34,1	26,2
Dépôts	16,3	39,7
Actif au titre des prestations définies (note 28)	16,3	41,2
Contrat d'investissement incluant un swap sur rendement total intégré (note 29)	25,1	31,3
Frais reportés, nets	5,1	4,2
Autres	139,0	125,5
	313,4	344,9

19. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2017	2016 (ajusté, note 2)
	\$	\$
Comptes fournisseurs et charges à payer ^(a)	1 665,7	1 425,0
Taxes à payer	638,1	661,1
Salaires et avantages afférents	186,2	188,2
Crédits reportés	27,1	25,0
Autres	186,9	167,5
	2 704,0	2 466,8

(a) Ce montant est présenté déduction faite d'un montant de 185,2 \$ de montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et de 24,0 \$ de comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir en raison d'accords de compensation (121,3 \$ et 41,9 \$, respectivement, au 24 avril 2016).

20. DETTE À LONG TERME

	2017	2016 (ajusté, note 2)
	\$	\$
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens ^(a)	1 461,9	1 573,2
Billets de premier rang non garantis, libellés en euros, échéant en mai 2026 ^(b)	815,1	-
Crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti, libellé en dollars américains, échéant en décembre 2021 ^(c)	694,5	841,2
Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes, échéant en février 2026 ^(d)	78,7	81,8
Crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti, libellé en dollars canadiens, échéant en décembre 2021 ^(c)	-	43,0
Autres dettes	8,5	4,6
Obligations relatives à des immeubles et à des équipements loués en vertu de contrats de location-financement, au taux moyen de 8,15 %, remboursables à différentes dates jusqu'en 2064	289,5	294,3
	3 348,2	2 838,1
Portion à court terme de la dette à long terme	252,4	29,2
	3 095,8	2 808,9

(a) Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens

Au 30 avril 2017, la société avait des billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens, pour un montant total de 2,0 milliards \$ CA, répartis comme suit :

	Capital	Échéance	Taux du coupon	Taux effectif au 30 avril 2017	Date des paiements semestriels des intérêts
Tranche 1 – Émission du 1 ^{er} novembre 2012	300,0 \$ CA	1 ^{er} novembre 2017	2,861 %	2,968 %	1 ^{er} mai et 1 ^{er} novembre
Tranche 2 – Émission du 1 ^{er} novembre 2012	450,0 \$ CA	1 ^{er} novembre 2019	3,319 %	3,404 %	1 ^{er} mai et 1 ^{er} novembre
Tranche 3 – Émission du 1 ^{er} novembre 2012	250,0 \$ CA	1 ^{er} novembre 2022	3,899 %	3,963 %	1 ^{er} mai et 1 ^{er} novembre
Tranche 4 – Émission du 21 août 2013	300,0 \$ CA	21 août 2020	4,214 %	4,317 %	21 août et 21 février
Tranche 5 – Émission du 2 juin 2015	700,0 \$ CA	2 juin 2025	3,600 %	3,649 %	2 juin et 2 décembre

Les billets émis le 1^{er} novembre 2012 et le 2 juin 2015 sont assujettis à des swaps de taux d'intérêt multidevises (note 21).

(b) Billets de premier rang non garantis, libellés en euros

Le 6 mai 2016, la société a émis des billets de premier rang non garantis, libellés en euros, pour un montant total de 750,0 € (858,0 \$), dont le taux de coupon est de 1,875 % et échéant le 6 mai 2026. L'intérêt est payable annuellement le 6 mai. Au 30 avril 2017, le taux d'intérêt effectif était de 1,94 %. Le produit net de cette émission a principalement été utilisé pour rembourser une partie du crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti de la société.

(c) Crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti

Au 30 avril 2017, la société avait une convention de crédit consistant en une facilité de crédit renouvelable non garantie d'un montant maximal de 2 525,0 \$. La facilité de crédit était disponible sous les formes suivantes :

- Un crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti, disponible i) en dollars canadiens, ii) en dollars américains, iii) sous forme d'acceptations bancaires en dollars canadiens, moyennant des frais d'estampillage et iv) sous forme de lettres de garantie

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

n'excédant pas 150,0 \$ ou l'équivalent en dollars canadiens, moyennant des frais. Les sommes empruntées portent intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise de l'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base bancaire américain ou le taux LIBOR plus une marge variable; et

- Une ligne de crédit non garantie d'un montant maximal de 50,0 \$, disponible en dollars canadiens ou américains, portant intérêts à des taux variables fondés, selon la forme et la devise d'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux préférentiel américain ou le taux de base bancaire américain plus une marge variable.

Des frais d'attente, variant selon un ratio de levier financier et selon le taux d'utilisation de la facilité de crédit, étaient applicables sur la partie inutilisée de la facilité de crédit. Les frais d'estampillage, les frais sur lettres de garantie et la marge variable servant à déterminer le taux d'intérêt sur les sommes empruntées ont été déterminés selon un ratio de levier financier de la société. En vertu de cette convention de crédit, la société doit maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

Le 26 octobre 2016, l'échéance de cette ligne de crédit d'exploitation a été prolongée à décembre 2021. Aucune autre condition n'a changé significativement.

Au 30 avril 2017, le taux d'intérêt effectif était de 2,00 % (1,33 % au 24 avril 2016). Au 30 avril 2017 et au 24 avril 2016, la ligne de crédit disponible était inutilisée et la société était en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par la convention de crédit.

(d) Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes

Au 30 avril 2017, la société avait des billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes, pour un montant total de 675,0 NOK, dont le taux de coupon est de 3,85 % et échéant le 18 février 2026. L'intérêt est payable semestriellement les 20 avril et 20 octobre de chaque année. Au 30 avril 2017, le taux d'intérêt effectif était de 3,93 % (3,89 % au 24 avril 2016).

Crédit d'exploitation E à terme renouvelable non garanti

Le 9 décembre 2016, le crédit d'exploitation E à terme renouvelable non garanti de la société est venu à échéance. Il consistait à une entente de crédit d'un montant initial maximal de 50,0 \$ d'une durée initiale de 50 mois. La facilité de crédit était disponible sous la forme d'un crédit d'exploitation renouvelable non garanti, disponible en dollars américains.

Au cours de l'exercice 2017, la société n'a pas renouvelé le crédit d'exploitation E, et au 24 avril 2016, ce crédit était inutilisé.

Crédit d'exploitation F à terme renouvelable non garanti

Au 30 avril 2017, la société avait une entente de crédit d'un montant initial maximal de 25,0 € venant à échéance le 30 janvier 2020. La facilité de crédit était disponible sous la forme d'un crédit d'exploitation renouvelable non garanti, disponible en euros. Les sommes empruntées portent intérêts à des taux variables fondés sur le coût des fonds ou le taux EURIBOR plus une marge variable.

Des frais d'attente, variant selon un ratio de levier financier et selon le taux d'utilisation de la facilité de crédit, sont applicables sur la partie inutilisée de la facilité de crédit. La marge variable servant à déterminer le taux d'intérêt sur les sommes empruntées est calculée selon un ratio de levier financier de la société. En vertu de cette convention de crédit, la société doit maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

Au 30 avril 2017 et au 24 avril 2016, le crédit d'exploitation F était inutilisé.

Facilités de découvert bancaire

La société avait accès à des facilités de découvert bancaire totalisant approximativement 282,0 \$ au 30 avril 2017 (254,4 \$ au 24 avril 2016). Au 30 avril 2017 et au 24 avril 2016, elles étaient inutilisées.

Lettres de garantie

Au 30 avril 2017, la société disposait de lettres de garantie en circulation de 80,9 \$ (82,8 \$ au 24 avril 2016), dont 9,2 \$ (27,7 \$ au 24 avril 2016) se portaient en réduction des fonds disponibles en vertu du crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti.

Obligations relatives aux contrats de location-financement

Les versements sur les obligations relatives aux contrats de location-financement au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

	Obligations relatives à des immeubles et à des équipements loués en vertu de contrats de location-financement
	\$
2018	53,5
2019	69,0
2020	47,4
2021	39,0
2022	36,4
2023 et suivants	174,6
	<hr/>
	419,9
Charge d'intérêts incluse dans les paiements minimaux exigibles	130,4
	<hr/>
	289,5

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

21. SWAPS DE TAUX D'INTÉRÊT MULTIDEVISES

La société a conclu des ententes de swaps de taux d'intérêt multidevise lui permettant ainsi de synthétiquement convertir en dollars américains et en euros une portion de ses dettes libellées en dollars canadiens et américains, respectivement.

Reçoit – Nominal	Reçoit – Taux	Paie – Nominal	Paie – Taux	Échéance	Juste valeur au 30 avril 2017 (note 29)	Juste valeur au 24 avril 2016 (note 29)
1 700,0 \$ CA	De 2,861 % à 3,899 %	1 572,7 \$ US	De 2,034 % à 3,870 %	Du 1 ^{er} novembre 2017 au 2 juin 2025	\$ 302,5	\$ 221,8
584,0 \$ US	1,288 %	522,8 €	0,350 %	29 avril 2016	-	2,2
					302,5	224,0
					79,4	2,2
					223,1	221,8

Portion à court terme des passifs financiers

Autres passifs financiers à long terme

Les swaps de taux d'intérêt multidevise permettant de recevoir en dollars canadiens des paiements en dollars américains ont été désignés à titre d'instruments de couverture du risque de change lié à l'investissement net de la société dans ses opérations aux États-Unis.

En plus des ententes présentées dans le tableau ci-dessus, la société a conclu des swaps de taux d'intérêt multidevise à court terme. Au 30 avril 2017, ces ententes avaient une juste valeur de 7,6 \$, constatée dans les autres actifs financiers à court terme. Elles sont assorties de taux et d'échéances variables.

22. ACCORDS DE FIXATION DE TAUX D'INTÉRÊT

Le 16 mars 2017, la société a conclu des accords de fixation de taux d'intérêt pour une valeur nominale de 500,0 \$ afin de couvrir la variabilité des intérêts payables à l'égard de titres de créance qu'elle prévoit émettre découlant de la variation des taux des bons du Trésor américain. Les accords de fixation de taux d'intérêt venaient à échéance le 12 mai 2017 et se ventilaient comme suit :

	Montant nominal	Terme des accords de fixation de taux d'intérêt	Taux	Juste valeur au 30 avril 2017 (note 29)
	\$			\$
Tranche 1	50,0	5 ans	2,1020 %	0,6
Tranche 2	100,0	5 ans	2,1060 %	1,3
Tranche 3	100,0	5 ans	2,1028 %	1,3
Tranche 4	50,0	10 ans	2,5650 %	1,2
Tranche 5	100,0	10 ans	2,5675 %	2,4
Tranche 6	100,0	10 ans	2,5710 %	2,4
				9,2

Les accords de fixation de taux d'intérêt sont désignés comme couverture des flux de trésorerie liés aux versements d'intérêts de la société à l'égard de titres de créance que la société prévoit émettre et leur juste valeur au 30 avril 2017 est enregistrée dans les autres actifs financiers à court terme.

23. CRÉDITS REPORTÉS ET AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	2017	2016 (ajusté, note 2)
	\$	\$
Dépense de location reportée	69,9	66,0
Passifs de rémunération différée	37,9	28,5
Crédits reportés relatifs aux coûts de changements de marques	16,4	25,0
Crédits reportés	14,4	12,1
Contrats de location défavorables	67,8	81,6
Autres passifs	60,1	54,4
	266,5	267,6

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

24. PROVISIONS

Le rapprochement des principales provisions de la société est présenté ci-dessous :

	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ^(a)	Provision pour coûts environnementaux ^(b)	Provision pour restructuration ^(c)	Provision pour indemnités d'accidents de travail ^(d)	Obligation relative à la responsabilité civile ^(d)	Autres provisions	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
2017							
Solde au début de l'exercice	314,9	159,0	11,9	39,8	31,3	23,1	580,0
Acquisitions d'entreprises (note 4)	8,1	15,7	-	-	-	-	23,8
Passif engagé	1,6	14,4	8,1	14,6	22,7	0,3	61,7
Passif réglé	(13,3)	(18,6)	(6,7)	(20,7)	(18,6)	(8,9)	(86,8)
Charge de désactualisation	13,3	0,5	-	0,6	0,1	-	14,5
Renversement de provisions	(4,2)	(6,6)	(0,4)	-	-	(4,5)	(15,7)
Révision d'estimations	50,1	(2,4)	-	1,0	(0,1)	-	48,6
Effet des fluctuations du taux de change	(9,1)	(2,8)	(0,4)	-	-	(0,6)	(12,9)
Solde à la fin de l'exercice	361,4	159,2	12,5	35,3	35,4	9,4	613,2
Portion à court terme	59,7	32,6	8,8	18,1	10,8	0,5	130,5
Portion à long terme	301,7	126,6	3,7	17,2	24,6	8,9	482,7
2016 (ajusté, note 2)							
Solde au début de l'exercice	266,0	170,5	23,9	43,3	30,0	18,7	552,4
Acquisitions d'entreprises (note 4)	17,8	1,6	-	0,8	1,0	0,9	22,1
Passif engagé	2,4	29,5	-	22,7	23,3	17,9	95,8
Passif réglé	(6,5)	(29,2)	(17,2)	(22,5)	(18,8)	(14,1)	(108,3)
Charge de désactualisation	14,7	0,9	-	0,3	0,1	-	16,0
Renversement de provisions	(2,4)	(3,5)	(0,5)	-	(2,6)	(2,9)	(11,9)
Révision d'estimations	20,8	(10,2)	6,0	(4,8)	(1,7)	-	10,1
Effet des fluctuations du taux de change	2,1	(0,6)	(0,3)	-	-	2,6	3,8
Solde à la fin de l'exercice	314,9	159,0	11,9	39,8	31,3	23,1	580,0
Portion à court terme	43,7	28,2	6,6	17,6	10,4	0,5	107,0
Portion à long terme	271,2	130,8	5,3	22,2	20,9	22,6	473,0

(a) Le montant total non actualisé des flux de trésorerie estimatifs nécessaire pour régler les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est d'approximativement 669,0 \$ et devrait être encouru au cours des 40 prochaines années. Si des changements devaient survenir dans les coûts d'enlèvement futurs estimatifs, les durées de vie utile des réservoirs, les termes des baux ou les exigences réglementaires des gouvernements, le passif pourrait faire l'objet d'une révision.

(b) Les coûts environnementaux devraient être déboursés au cours des 20 prochaines années.

(c) Les frais de restructuration devraient être déboursés au cours des deux prochaines années.

(d) Les indemnités pour accidents de travail et les obligations relatives à la responsabilité civile devraient être déboursées au cours des cinq prochaines années.

Coûts environnementaux

La société est assujettie aux diverses lois canadiennes, américaines et européennes portant sur l'entreposage, la manutention et la vente de carburant pour le transport routier et d'autres produits à base de pétrole. La société estime qu'elle respecte, à tous les égards importants, la législation actuelle portant sur l'environnement.

La société a un programme continu de formation de ses employés en matière environnementale et effectue des tests préventifs et de réhabilitation des sites en collaboration avec les autorités de réglementation. La société procède également à une évaluation annuelle de ses équipements pétroliers.

Dans chacun des États américains où la société exerce ses activités, à l'exception de la Floride, de l'Iowa, du Maryland, du Texas, de Washington et de la Virginie-Occidentale, un fonds en fiducie est disponible pour couvrir les frais de certaines mesures de réhabilitation environnementale, déduction faite de la franchise applicable du fonds en fiducie, laquelle varie selon les États. Ces fonds en fiducie fournissent aux exploitants d'installations pétrolières une assurance pour couvrir une partie des frais de nettoyage de certains dégâts environnementaux causés par l'utilisation d'équipements pétroliers. Ces fonds en fiducie sont financés par les frais d'enregistrement des réservoirs de carburant et/ou par des taxes de vente de chacun des États sur la vente de carburant. La société paie les frais d'enregistrement annuel et remet les taxes de vente aux États participants. La couverture d'assurance des fonds en fiducie varie selon les États.

Afin de pourvoir aux coûts environnementaux mentionnés plus haut, la société a comptabilisé une provision pour frais de réhabilitation de sites de 159,2 \$ au 30 avril 2017 (159,0 \$ au 24 avril 2016). De plus, la société a comptabilisé un montant à recevoir de fonds en fiducie pour réclamations environnementales de 82,8 \$ au 30 avril 2017 (81,6 \$ au 24 avril 2016), dont un montant de 5,3 \$ (4,8 \$ au 24 avril 2016) est inclus dans les débiteurs, le reliquat étant inclus dans les autres actifs.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

25. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

Nombre illimité d'actions sans valeur nominale

- Actions privilégiées de premier et de deuxième rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, ayant priorité sur les autres catégories d'actions en ce qui concerne les dividendes et le remboursement du capital au moment de la dissolution. Le conseil d'administration est autorisé à déterminer avant l'émission la désignation, les droits, les privilèges, les conditions et les restrictions se rattachant aux actions de chaque série.
- Actions à vote multiple de catégorie A, participantes, avec droit de vote à raison de dix votes par action, sauf à l'égard de certaines situations où les actions ne comportent qu'un vote par action, convertibles au gré du détenteur en une action à droit de vote subalterne de catégorie B pour chaque action à droit de vote multiple de catégorie A. En vertu des statuts de modification, aucune nouvelle action à droit de vote multiple de catégorie A ne peut être émise.
- Actions à droit de vote subalterne de catégorie B, participantes, convertibles automatiquement au moment où certains événements se produisent en une action à droit de vote multiple de catégorie A pour chaque action à droit de vote subalterne de catégorie B.

Lors du paiement de dividendes, l'ordre de priorité des actions s'établit comme suit :

- Actions privilégiées de premier rang;
- Actions privilégiées de deuxième rang;
- Actions à droit de vote subalterne de catégorie B et actions à droit de vote multiple de catégorie A, de rang égal.

Émis et payé

Les modifications survenues quant au nombre d'actions en circulation sont les suivantes :

	2017	2016
Actions à vote multiple de catégorie A		
Solde au début de l'exercice	147 766 540	148 101 840
Conversion en actions de catégorie B	-	(335 300)
Solde à la fin de l'exercice	<u>147 766 540</u>	<u>147 766 540</u>
Actions à droit de vote subalterne de catégorie B		
Solde au début de l'exercice	419 823 571	419 262 255
Émission aux fins d'une acquisition antérieure	138	54
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions	859 829	225 962
Émission résultant de la conversion d'actions de catégorie A	-	335 300
Solde à la fin de l'exercice	<u>420 683 538</u>	<u>419 823 571</u>

26. RÉGIME DE RÉMUNÉRATION ET AUTRES PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Régime de rémunération à base d'options d'achat d'actions

La société possède un régime de rémunération à base d'options d'achat d'actions (le « régime ») en vertu duquel elle a autorisé l'octroi de jusqu'à 50 676 000 options d'achat d'actions permettant d'acheter des actions à droit de vote subalterne de catégorie B de la société.

Les options d'achat d'actions d'une durée maximale de 10 ans sont acquises à 20,0 % à la date de l'octroi et cumulativement par la suite à chaque date anniversaire de l'octroi et peuvent être levées au prix de marché désigné à la date de l'octroi. Le prix d'octroi de chaque option d'achat d'actions ne peut être établi en dessous du prix de clôture moyen pondéré par un lot régulier des actions de catégorie B à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant la date de l'octroi. Chaque option d'achat d'actions peut être exercée en contrepartie d'une action de catégorie B de la société au prix précisé dans les conditions des options d'achat d'actions. Afin de permettre aux optionnaires de lever leurs options sans décaissement, le régime leur permet de recevoir un nombre d'actions à droit de vote subalterne égal à la différence entre le nombre total d'actions à droit de vote subalterne sous-jacentes aux options levées et le nombre d'actions à droit de vote subalterne suffisant pour régler le prix de levée des options.

Un sommaire de la situation au 30 avril 2017 et au 24 avril 2016 du régime d'options d'achat d'actions de la société et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

	2017		2016	
	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA
En circulation au début de l'exercice	2 474 205	19,00	2 517 911	14,80
Émises	154 256	58,87	208 138	57,78
Levées	(913 391)	8,32	(240 273)	7,95
Annulées	-	-	(11 571)	32,44
En circulation à la fin de l'exercice	<u>1 715 070</u>	<u>28,27</u>	<u>2 474 205</u>	<u>19,00</u>
Options d'achat d'actions pouvant être levées à la fin de l'exercice	<u>1 204 825</u>	<u>20,81</u>	<u>1 893 316</u>	<u>12,47</u>

Pour les options levées au cours de l'exercice 2017, le prix moyen pondéré à la date d'exercice est de 60,00 \$ CA (57,99 \$ CA en 2016).

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Le tableau ci-dessous résume l'information relative aux options d'achat d'actions en circulation et pouvant être levées au 30 avril 2017 :

Fourchette des prix d'exercice	Options en circulation			Options pouvant être levées		
	Nombre d'options d'achat d'actions en circulation au 30 avril 2017	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions pouvant être levées au 30 avril 2017	Prix d'exercice moyen pondéré	
\$ CA			\$ CA			\$ CA
4 – 5	148 510	1,39	4,62	148 510		4,62
5 – 6	452 800	2,43	6,01	452 800		6,01
6 – 9	1 260	0,02	7,80	1 260		7,80
9 – 16	93 000	5,25	15,87	93 000		15,87
16 – 35	661 531	7,40	34,39	396 919		34,39
36 – 59	357 969	8,78	58,25	112 336		58,08
	<u>1 715 070</u>			<u>1 204 825</u>		

La juste valeur des options octroyées a été estimée à la date d'octroi au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes en fonction des moyennes pondérées des hypothèses suivantes pour les options octroyées au cours de l'exercice :

	2017	2016
Dividendes prévus (par action)	0,31 \$ CA	0,24 \$ CA
Volatilité prévue	28,00 %	29,30 %
Taux d'intérêt sans risque	1,01 %	1,26 %
Durée prévue	8 ans	8 ans

La juste valeur moyenne pondérée des options octroyées était de 18,57 \$ CA en 2017 (18,80 \$ CA en 2016).

Pour 2017, le coût de rémunération comptabilisé aux résultats consolidés s'élève à 3,4 \$ (3,1 \$ en 2016).

Régime d'unités d'actions différées

La société a un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») à l'intention de ses administrateurs externes leur permettant, à leur choix, de toucher la totalité ou une partie de leur rémunération annuelle et jetons de présence sous forme d'UAD. Une UAD est une unité nominale, d'une valeur équivalente à celle de l'action de catégorie B de la société. Lorsqu'ils cessent d'être membres du conseil d'administration, les participants ont le droit de recevoir le versement de leurs UAD cumulées, soit a) sous forme d'espèces basées sur le prix de l'action de catégorie B de la société, négociée sur le marché ouvert à la date du versement, ou b) sous forme d'actions de catégorie B achetées par la société sur le marché ouvert au nom du participant.

La charge liée aux UAD et le passif correspondant sont comptabilisés à la date de l'octroi. Le passif est rajusté périodiquement pour tenir compte de toute variation de la valeur de marché de l'action de catégorie B. Au 30 avril 2017, la société a un total de 244 363 UAD en circulation (261 566 au 24 avril 2016) et un passif lié à ce régime d'attribution d'actions fictives de 11,2 \$ (11,3 \$ au 24 avril 2016) est comptabilisé dans les crédits reportés et autres passifs. Le passif est sujet à un swap sur rendement total intégré (note 29). Pour 2017, le coût de rémunération a été de 0,9 \$ (2,0 \$ en 2016).

Régime d'attribution d'actions fictives

La société a un régime d'attribution d'actions fictives (« AF ») permettant au conseil d'administration, par le biais de son comité de ressources humaines et de régie d'entreprise, d'octroyer des AF aux dirigeants et à certains employés clés de la société (les « participants »). Une AF est une unité nominale, ayant une valeur basée sur le prix de fermeture moyen pondéré pour un lot régulier d'actions à droit de vote subalterne de catégorie B de la société (« actions de catégorie B ») à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi. Les AF donnent l'opportunité aux participants de recevoir une rémunération en espèces. Chaque AF octroyée initialement est acquise au plus tard une journée avant la troisième date anniversaire de la date d'octroi en fonction, notamment, de l'atteinte d'objectifs de performance de la société, sur une période de trois ans, basés sur des étalons internes et externes. Les AF sont antidilutives puisqu'elles sont payables uniquement en espèces.

Un sommaire de la situation au 30 avril 2017 et au 24 avril 2016 du régime d'AF de la société et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous en nombre d'unités :

	2017	2016
En circulation au début de l'exercice	765 601	1 212 632
Émises	227 342	225 489
Payées	(244 691)	(575 632)
Annulées	(20 921)	(96 888)
En circulation à la fin de l'exercice	<u>727 331</u>	<u>765 601</u>

Au 30 avril 2017, un passif relié à ce régime d'attribution d'actions fictives de 10,7 \$ est comptabilisé dans les créditeurs et charges à payer (10,2 \$ au 24 avril 2016) et un passif de 7,1 \$ est comptabilisé dans les crédits reportés et autres passifs (10,2 \$ au 24 avril 2016). Le passif est sujet à un swap sur rendement total intégré (note 29). Pour 2017, le coût de rémunération a été de 6,3 \$ (5,8 \$ pour 2016).

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

27. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Au 30 avril 2017

	Attribuable aux actionnaires de la société					Cumul des autres éléments du résultat global
	Éléments qui peuvent être reclassés aux résultats				Ne sera jamais reclassé aux résultats	
	Redressements cumulés des conversions de devises	Couverture de l'investissement net	Placement disponible à la vente	Couverture de flux de trésorerie	Cumul des pertes actuarielles nettes	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde, avant impôts sur les bénéfices	(424,7)	(348,6)	9,3	(6,9)	(35,8)	(806,7)
Moins : Impôts sur les bénéfices	-	(0,7)	1,6	(0,3)	(9,0)	(8,4)
Solde, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(424,7)	(347,9)	7,7	(6,6)	(26,8)	(798,3)

Au 24 avril 2016

	Attribuable aux actionnaires de la société					Cumul des autres éléments du résultat global
	Éléments qui peuvent être reclassés aux résultats				Ne sera jamais reclassé aux résultats	
	Redressements cumulés des conversions de devises	Couverture de l'investissement net	Placement disponible à la vente	Couverture de flux de trésorerie	Cumul des pertes actuarielles nettes	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde, avant impôts sur les bénéfices	(434,3)	(234,9)	(15,5)	4,6	(15,4)	(695,5)
Moins : Impôts sur les bénéfices	-	1,0	(1,7)	1,1	(2,5)	(2,1)
Solde, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(434,3)	(235,9)	(13,8)	3,5	(12,9)	(693,4)

28. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La société a des régimes capitalisés et non capitalisés à prestations définies et à cotisations déterminées qui prévoient des prestations de retraite à certains employés.

Régime à prestations définies

La société évalue ses obligations au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes aux fins comptables le dernier dimanche d'avril de chaque année.

La société a des régimes à prestations définies au Canada, aux États-Unis, en Norvège, en Suède et en Irlande. Ces régimes prévoient des prestations sur la base des salaires moyens de fin de carrière, ou en considération des années où le salaire a été le plus élevé, et du nombre d'années de service. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a eu lieu le 31 décembre 2016 et la prochaine évaluation requise aura lieu le 31 décembre 2017.

Certains régimes prévoient une indexation des rentes en fonction de l'indice des prix à la consommation alors que la majorité ne prévoit pas de tels ajustements. La majorité des paiements sont effectués par les administrateurs des régimes qui gèrent les fonds des régimes capitalisés. Toutefois, la société effectue les paiements de prestations pour les régimes non capitalisés lorsque les conditions donnant droit aux prestations sont atteintes. Les actifs détenus par les administrateurs des régimes ainsi que les relations entre ces derniers et la société sont régis par les règles et pratiques de chaque pays. La responsabilité de la gouvernance des régimes, des décisions d'investissement et des paiements de cotisations incombent aux comités de retraite et à la société.

Au cours de l'exercice 2017, la société a informé ses employés des décisions suivantes :

- En Norvège, la fermeture de certains de ses régimes d'invalidité existants, qui a entraîné un gain de compression de 3,9 \$ avant impôts, tandis que la contrepartie a été comptabilisée en diminution de l'obligation au titre des régimes de retraite à prestations définies au bilan consolidé.
- Au Canada et aux États-Unis, la conversion, de façon prospective, de la majorité de ses régimes de retraite à prestations définies existants en régimes à cotisations déterminées. Cette décision n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la société puisque les employés ont conservé leurs droits accumulés à la date de conversion.

Au cours de l'exercice 2016, la société a informé ses employés de sa décision de convertir certains des régimes de retraite à prestations définies existants en régimes à cotisations déterminées en Norvège et en Suède. La fermeture des régimes à prestations définies a entraîné

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

un gain de compression de 27,2 \$ avant impôts qui a été enregistré aux résultats, tandis que la contrepartie a été comptabilisée en diminution de l'obligation au titre des régimes à prestations définies.

L'information sur les régimes à prestations définies de la société, globalement, est présentée ci-dessous :

	2017	2016
	\$	\$
Valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies		
Solde au début de l'exercice	223,6	412,6
Acquisition d'entreprise	-	9,5
Coût des services rendus au cours de l'exercice	4,2	9,8
Intérêts débiteurs	6,8	8,1
Prestations versées	(9,0)	(18,1)
Liquidation d'actifs du régime	(0,7)	(118,5)
Pertes (gains) découlant de changements dans les hypothèses financières	17,7	(33,5)
Gains liés à l'expérience	(0,8)	(3,2)
Gains de compression	(3,9)	(27,2)
Cession d'activités	-	(5,0)
Effet des fluctuations du taux de change	(14,7)	(10,9)
Solde à la fin de l'exercice	223,2	223,6
Actifs des régimes		
Juste valeur au début de l'exercice	164,5	303,8
Liquidation d'actifs du régime	(0,7)	(118,5)
Primes transférées	(4,4)	(6,3)
Revenus d'intérêts	5,3	5,3
Rendement des actifs des régimes (excluant les revenus d'intérêts)	(3,5)	(8,6)
Cotisations de l'employeur	1,9	3,0
Prestations versées	(5,8)	(9,5)
Frais d'administration	(0,1)	(0,1)
Cession d'activités	-	(2,6)
Effet des fluctuations du taux de change	(12,3)	(2,0)
Juste valeur à la fin de l'exercice	144,9	164,5

Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes de retraite par rapport aux montants comptabilisés aux états financiers consolidés :

	2017	2016
	\$	\$
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies pour les régimes capitalisés	(129,6)	(132,5)
Juste valeur des actifs des régimes	144,9	164,5
Situation de capitalisation nette de régimes capitalisés – surplus net	15,3	32,0
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies pour les régimes non capitalisés	(93,6)	(91,1)
Passif net au titre des prestations définies	(78,3)	(59,1)

L'actif au titre des prestations définies de 16,3 \$ (41,2 \$ au 24 avril 2016) est inclus dans les autres actifs et le passif au titre des prestations définies de 94,6 \$ (100,3 \$ au 24 avril 2016) est présenté séparément dans les bilans consolidés.

L'obligation au titre des prestations définies et les actifs des régimes sont répartis de la façon suivante dans les différents pays :

	Canada	États-Unis	Norvège	Suède	Irlande	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
2017						
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies	(58,3)	(13,1)	(38,2)	(104,9)	(8,7)	(223,2)
Juste valeur des actifs des régimes	21,7	-	2,9	120,3	-	144,9
Situation de capitalisation – (déficit) surplus	(36,6)	(13,1)	(35,3)	15,4	(8,7)	(78,3)
2016						
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies	(58,5)	(13,1)	(45,6)	(96,9)	(9,5)	(223,6)
Juste valeur des actifs des régimes	22,3	-	7,2	135,0	-	164,5
Situation de capitalisation – (déficit) surplus	(36,2)	(13,1)	(38,4)	38,1	(9,5)	(59,1)

À la date de l'évaluation, les actifs des régimes comprenaient :

	2017			2016		
	Cotés	Non cotés	Total	Cotés	Non cotés	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,1	-	0,1	0,3	-	0,3
Instruments de capitaux propres	76,1	-	76,1	77,6	0,2	77,8
Titres de créance						
de gouvernements	57,4	-	57,4	68,7	-	68,7
de sociétés	4,9	-	4,9	8,5	-	8,5
Immobilier	-	1,6	1,6	-	1,1	1,1
Autres actifs	4,7	0,1	4,8	7,8	0,3	8,1
Total	143,2	1,7	144,9	162,9	1,6	164,5
			%			%
			0,1			0,2
			52,5			47,3
			39,6			41,8
			3,4			5,2
			1,1			0,7
			3,3			4,8
			100,0			100,0

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

La charge de retraite de la société pour l'exercice est déterminée comme suit :

	2017	2016
	\$	\$
Coût des services rendus au cours de l'exercice, déduction faite des cotisations des employés	4,2	9,8
Frais d'administration	0,1	0,1
Charge de retraite de l'exercice	4,3	9,9
Charge d'intérêts nets	1,5	2,8
Gains de compression	(3,9)	(27,2)
Montant total imputé aux résultats au cours de l'exercice	1,9	(14,5)

La charge de retraite de l'exercice est incluse au poste des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux de l'état des résultats consolidés. Les gains de compression sont présentés séparément à l'état des résultats consolidés alors que la charge d'intérêts nets est incluse au poste des frais financiers.

Le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est déterminé comme suit :

	2017	2016
	\$	\$
Pertes (gains) découlant de changements dans les hypothèses financières	17,7	(33,5)
Gains liés à l'expérience	(0,8)	(3,2)
Rendement des actifs des régimes (excluant les produits d'intérêts)	3,5	8,6
Montant comptabilisé aux autres éléments du résultat global	20,4	(28,1)

La société prévoit verser une cotisation de 5,5 \$ dans les régimes à prestations définies au cours du prochain exercice.

La moyenne pondérée des hypothèses actuarielles significatives que la direction considère les plus probables pour évaluer les obligations au titre des prestations constituées et la charge de retraite sont les suivantes :

	2017					2016				
	Canada	États-Unis	Norvège	Suède	Irlande	Canada	États-Unis	Norvège	Suède	Irlande
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Taux d'actualisation	3,30	4,30	2,50	2,75	1,60	3,90	3,90	2,25	3,50	1,40
Taux de croissance de la rémunération	3,70	4,00	2,50	2,75	-	3,70	4,00	2,50	2,75	-
Taux de croissance prévu des prestations de retraite	2,00	2,00	0,10	1,75	1,40	2,00	2,00	0,10	1,75	1,10
Taux de croissance prévu du montant de sécurité sociale de base (<i>G-amount</i>)	-	-	2,25	2,75	-	-	-	2,25	2,75	-

La société utilise les tables de mortalité fournies par les autorités réglementaires et les regroupements d'actuaire propres à chacun des pays. Le montant de sécurité sociale de base (*G-amount*) est le taux de croissance prévu des rentes payables par le gouvernement. Dans certains pays européens, la société est responsable de combler la différence entre les montants que les retraités reçoivent de l'État et la pension admissible en fonction de leur salaire au moment de la retraite.

La durée moyenne prévue de l'obligation au titre des prestations définies de la société est de 19 ans.

La sensibilité de l'obligation au titre des prestations définies à un changement apporté aux hypothèses actuarielles significatives est la suivante :

	Changement d'hypothèses	Augmentation de l'hypothèse	Diminution de l'hypothèse
Taux d'actualisation	0,50 %	Réduction de 9,2 %	Augmentation de 10,5 %
Taux de croissance de la rémunération	0,50 %	Augmentation de 2,7 %	Réduction de 2,0 %
Taux de croissance prévu des prestations de retraite	0,50 %	Augmentation de 6,5 %	Réduction de 6,7 %
Augmentation de l'espérance de vie	1 an	Augmentation de 3,3 %	-

La précédente analyse de sensibilité a été effectuée en prenant pour hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, ce qui n'est pas représentatif de la réalité, puisque certaines hypothèses pourraient être corrélées entre elles. La méthode de calcul utilisée dans la précédente analyse de sensibilité est la même que la méthode utilisée pour calculer le passif au titre des prestations définies enregistré aux bilans consolidés.

Par l'intermédiaire de ses régimes de retraite à prestation déterminées, la société est exposée aux risques suivants :

Rendement des actifs : La valeur de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en utilisant un taux d'actualisation basé sur les taux des obligations de sociétés. Dans l'éventualité où le rendement des actifs serait inférieur au rendement des obligations de sociétés, les plans devraient assumer un déficit. Pour tous les régimes capitalisés, une portion significative des actifs est investie dans des instruments de capitaux propres. Ces instruments ont généralement des rendements plus élevés que les obligations de sociétés sur un horizon à long terme. De plus, un suivi rigoureux de la rentabilité des actifs est effectué afin de s'assurer que le rendement des actifs respecte les attentes. Afin de contrer les risques liés au rendement des actifs, les politiques de placement prévoient une diversification qui répartit le risque à travers divers types d'instruments.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Variation des taux des obligations de sociétés : Une baisse des taux des obligations de sociétés entraînerait une hausse de l'obligation au titre des prestations définies. Toutefois, cette même baisse entraînerait une augmentation de la valeur des obligations détenues par les différents plans.

Variation des hypothèses démographiques : Une variation des hypothèses démographiques (croissance de la rémunération et des prestations de retraite, changement dans les taux de mortalité prévus) entraînerait une augmentation ou une diminution de l'obligation.

Pour les régimes capitalisés, les différents plans ont des politiques d'investissement qui prévoient que la durée moyenne des investissements s'apparie à la durée moyenne prévue de l'obligation et les paiements prévus de prestations. La société et les gestionnaires des régimes s'assurent constamment que les durées et les rendements prévus coïncident avec les sorties de fonds prévues pour le paiement des prestations. De plus, afin de gérer les risques, les investissements sont diversifiés, tel que démontré plus haut. La société n'utilise pas de dérivé afin de contrer ce risque et n'a pas changé son processus depuis le dernier exercice financier.

En Europe, il incombe à la société de cotiser ou non à ses régimes capitalisés. La société contribue à ces régimes sauf lorsqu'ils sont surcapitalisés. Pour les régimes capitalisés qui présentent un déficit, la société effectue actuellement les paiements sur la base des recommandations des actuaires et de la réglementation applicable. La société s'est engagée à effectuer des paiements spéciaux au cours des prochaines années afin d'éliminer ce déficit. Ces contributions n'ont pas d'effet significatif sur les flux de trésorerie de la société. La société n'a aucun régime capitalisé aux États-Unis.

Régimes à cotisations déterminées

La charge totale de la société au titre de ses régimes à cotisations déterminées et de régimes obligatoires gouvernementaux pour l'exercice 2017 s'élève à 94,2 \$ (85,4 \$ pour 2016).

Régime de rémunération différée – opérations américaines

La société offre un régime de rémunération différée qui permet à certains employés de ses divisions américaines de différer jusqu'à 25,0 % de leur salaire de base et 100,0 % de leur prime en espèces pour une année donnée. L'intérêt couru sur le montant différé et sur les montants dus aux participants est généralement payable au moment de la retraite, à l'exception de certaines circonstances particulières. Les obligations à l'égard de ce régime s'élèvent à 37,9 \$ au 30 avril 2017 (28,5 \$ au 24 avril 2016) et sont incluses dans les crédits reportés et autres éléments de passif.

29. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DU CAPITAL

Objectifs et politiques de gestion des risques financiers

Les activités de la société l'exposent à une variété de risques financiers : risque de change, risque de taux d'intérêt, risque de crédit, risque de liquidité et risque de prix. La société utilise des contrats de change afin de couvrir son exposition à certains risques, principalement son risque de change et de prix, ainsi qu'un swap de taux d'intérêt multidevises afin de couvrir son risque de change lié à son investissement net dans ses opérations aux États-Unis, en Norvège, au Danemark, dans les pays baltes et en Irlande. La société utilise également les accords de fixation de taux d'intérêt afin de couvrir son risque de taux d'intérêt des titres de créance qu'elle prévoit émettre.

Risque de change

Une grande partie des revenus et des dépenses consolidés de la société sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de la société à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

La société est aussi exposée au risque de change lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains, à ses billets de premier rang non garantis libellés en couronnes norvégiennes et en euros et aux swaps de taux d'intérêt multidevises, dont une portion est désignée comme couverture d'investissement net dans ses opérations aux États-Unis, en Norvège, au Danemark, dans les pays baltes et en Irlande. Au 30 avril 2017, toutes autres variables demeurant constantes, une variation hypothétique de 5,0 % du dollar américain, de la couronne norvégienne et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait eu une incidence nette de 108,4 \$ sur les autres éléments du résultat global. Puisque la société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation, une partie de ces impacts sont compensés par la conversion des états financiers consolidés libellés en dollars canadiens au dollar américain.

Risque de taux d'intérêt

La dette à long terme à taux fixe de la société est exposée au risque de variation de leur juste valeur créée par les variations de taux d'intérêt. Au 30 avril 2017, la société ne détenait aucun instrument financier dérivé afin de mitiger ce risque.

Par le biais de sa dette à taux variable, la société est exposée au risque de variation de ses flux de trésorerie causée par les variations de taux d'intérêt. Au 30 avril 2017, la société ne détenait aucun instrument financier dérivé afin de mitiger ce risque. La société analyse le risque de liquidité sur une base continue. Différents scénarios sont simulés en prenant en considération les possibilités de refinancement, de renouvellement des positions actuelles, de financement alternatif ainsi que les possibilités de couvertures. Selon ces scénarios, la société calcule l'impact qu'aurait une variation définie du taux d'intérêt sur son bénéfice net. Basé sur les soldes des dettes à long terme à taux variables au 30 avril 2017, l'impact annuel sur le bénéfice net de l'exercice d'une variation de 1,0 % des taux d'intérêts aurait été de 5,1 \$ (6,5 \$ basé sur les soldes au 24 avril 2016).

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

La société est aussi exposée au risque de variation des flux de trésorerie découlant des variations de taux d'intérêt des futures émissions de titres de créance. Pour atténuer ce risque, la société a conclu des accords de fixation de taux d'intérêt pour couvrir les taux d'intérêt des titres de créance qu'elle prévoit émettre.

Risque de crédit

La société assume un risque de crédit à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir, des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit, du contrat d'investissement incluant un swap sur rendement total intégré et des swaps de taux d'intérêt multidevises lorsque leur juste valeur est favorable à la société.

Les éléments-clés de l'approche de gestion du risque de crédit de la société comprennent les politiques de risque de crédit, les mandats de crédit, un processus d'évaluation de crédit interne, les outils d'atténuation des risques de crédit et de surveillance et de gestion du risque de crédit continues. Avant de conclure des transactions avec de nouvelles contreparties, la politique de crédit de la société exige que les contreparties soient formellement identifiées, approuvées et que des cotes de crédit internes ainsi que des limites d'exposition leur soient attribuées. Une fois établies, les contreparties sont réévaluées en fonction de la politique et surveillées sur une base régulière. Les évaluations du risque des contreparties sont basées sur une analyse quantitative et qualitative d'états financiers récents, lorsque disponibles, et autres informations pertinentes. En outre, la société évalue la performance passée de paiement, la taille des contreparties et la diversification de l'entreprise et le risque inhérent de l'industrie. Les cotes de crédit internes reflètent l'évaluation du risque de crédit des contreparties de la société. La société établit des limites de crédit pour chaque contrepartie. La société surveille les soldes et les expositions individuelles en les comparant aux limites établies sur une base régulière.

Le risque de crédit lié aux comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir relié aux opérations d'accommodation est limité étant donné la nature des activités de la société et de ses contreparties. Au 30 avril 2017, aucun client unique ne comptait pour plus de 10,0 % du total des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir et l'exposition maximale au risque de crédit liée correspondait à leur valeur comptable.

La société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit en faisant affaire avec des institutions financières majeures ayant un risque de crédit très faible ou minimal. Au 30 avril 2017, l'exposition maximale au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit correspondait à leur valeur comptable en plus du risque de crédit relié aux cartes de crédit Statoil / MasterCard décrit ci-après.

Dans certains marchés européens, les clients peuvent régler leurs achats par l'utilisation d'une carte de crédit combinée Circle K / MasterCard. La société a conclu des accords en vertu desquels les risques et avantages liés aux cartes de crédit, tels que les revenus d'honoraires, les frais d'administration et les créances douteuses, sont partagés entre la société et les banques externes. Les soldes sont facturés aux clients mensuellement. L'exposition de la société au 30 avril 2017 consiste à des créances de 165,9 \$, dont une portion de 76,8 \$ porte intérêts. Ces créances ne sont pas comptabilisées dans les bilans consolidés de la société. En 2017, les pertes enregistrées en charges n'étaient pas significatives. À la lumière d'évaluations de crédit précises et d'une surveillance continue des soldes, la société estime que les crédits ne représentent pas un risque significatif. Les revenus et les risques liés à ces accords avec les banques sont signalés, réglés et comptabilisés sur une base mensuelle.

La société est exposée au risque de crédit provenant de l'instrument financier comprenant son swap sur rendement total et de ses swaps de taux d'intérêt multidevises lorsque ceux-ci sont favorables à la société. En conformité avec sa politique de gestion des risques, afin de réduire ce risque, la société a conclu ces contrats de swap avec des institutions financières majeures ayant un risque de crédit très faible.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers et à des engagements de location. La société est exposée à ce risque principalement en regard de sa dette à long terme, de ses comptes fournisseurs et charges à payer et de ses contrats de location. La société tire principalement ses liquidités des rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation et des emprunts disponibles en vertu de ses facilités de crédit renouvelables.

De façon régulière, la société analyse ses réserves en liquidités prévisionnelles sur la base des flux de trésorerie attendus en prenant en compte ses besoins opérationnels, sa situation fiscale et ses besoins en capital tout en s'assurant d'avoir une flexibilité suffisante pour respecter ses obligations en vertu des sources de liquidités actuellement disponibles.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers et des intérêts qui y sont reliés au 30 avril 2017 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de un an	Entre un et deux ans	Entre deux et cinq ans	Plus de cinq ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers non dérivés ⁽¹⁾						
Créditeurs et charges à payer ⁽²⁾	2 038,8	2 038,8	2 038,8	-	-	-
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens	1 461,9	1 737,1	272,0	45,8	651,3	768,0
Billets de premier rang non garantis, libellés en euros	815,1	921,3	11,3	11,3	33,9	864,8
Crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti, libellé en dollars américains	694,5	758,8	13,9	13,9	731,0	-
Billets de premier rang non garantis libellés en couronnes norvégiennes	78,7	98,6	2,2	2,2	6,6	87,6
Autres dettes	298,0	433,7	55,7	74,4	127,6	176,0
Swaps de taux d'intérêt multidevises à payer	-	240,1	43,9	36,6	87,8	71,8
Swaps de taux d'intérêt multidevises à recevoir	-	282,9	50,0	43,0	104,4	85,5
	5 387,0	6 511,3	2 487,8	227,2	1 742,6	2 053,7

(1) Basé sur les taux du marché, au 30 avril 2017, pour les soldes en dollars canadiens, en couronnes norvégiennes, en euros, et les soldes portant intérêts à taux variables.

(2) Exclut les crédits reportés ainsi que les créditeurs et charges à payer statutaires tels que les taxes à la consommation, les taxes d'accise et les taxes foncières.

Risque de prix

Les ventes de produits pétroliers raffinés de la société, qui incluent le carburant pour le transport routier et l'énergie stationnaire, représentent une part significative de sa marge brute. En conséquence, son activité, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie sont affectés par les variations des prix de ces produits. La société cherche à transmettre toute modification des prix d'achat à ses clients en ajustant les prix de vente pour refléter les changements dans le prix de ces produits. Le délai entre un changement des prix des produits pétroliers raffinés et un changement des prix des carburants vendus par la société peut avoir un effet sur la marge brute des ventes de ces produits. Au 30 avril 2017, la société ne détenait aucun instrument financier dérivé afin de mitiger ce risque.

La société est exposée à une forme de risque de prix attribuable à l'obligation liée à son régime d'attribution d'AF ainsi qu'à l'obligation liée à son régime d'UAD, puisque ces passifs ont une valeur qui fluctue partiellement en fonction de la juste valeur de marché des actions de catégorie B de la société. Afin de gérer ce risque, cette dernière a conclu une entente financière avec une institution financière de première qualité qui inclut un swap sur rendement total intégré avec un sous-jacent représentant des actions de catégorie B qui est comptabilisé à la juste valeur de marché dans les autres actifs aux bilans consolidés. L'entente est ajustée, au besoin, pour refléter les nouvelles attributions, les ajustements et les règlements sur les AF ou UAD. Au 30 avril 2017, l'impact sur le bénéfice net ou les capitaux propres d'une variation de 5,0 % de la valeur du cours de l'action de la société n'aurait pas été significatif.

Juste valeur

La juste valeur des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir, des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et des comptes fournisseurs et charges à payer est comparable à leur valeur comptable étant donné leur échéance rapprochée. La juste valeur des obligations relatives à des immeubles et à des équipements loués en vertu de contrats de location-financement est comparable à leur valeur comptable puisque les taux d'intérêt implicites sont généralement comparables aux taux d'intérêt du marché pour des obligations similaires. La valeur comptable du crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti se rapproche de sa juste valeur étant donné que son écart de taux est comparable à l'écart de taux que la société obtiendrait dans des conditions semblables à la date du bilan.

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les évaluations à la juste valeur sont classées selon les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix non rajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 : Données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement; et

Niveau 3 : Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

La juste valeur estimative de chacune des catégories d'instruments financiers, les méthodes et les hypothèses utilisées pour les déterminer et la hiérarchie des évaluations à la juste valeur s'établissent comme suit :

Instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur aux bilans consolidés :

- La juste valeur du contrat d'investissement incluant un swap sur rendement total intégré est principalement fondée sur la juste valeur de marché des actions de catégorie B de la société et s'établit à 44,4 \$ au 30 avril 2017 (45,3 \$ au 24 avril 2016) (niveau 2); et
- La juste valeur des swaps de taux d'intérêt multidevises est basée sur des prix de marché obtenus d'institutions financières de la société pour des instruments financiers similaires et s'établit à 294,9 \$ au 30 avril 2017 (224,0 \$ au 24 avril 2016) (niveau 2). Ils sont présentés dans les autres actifs financiers à court terme et dans les autres passifs financiers aux bilans consolidés; et

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

- La juste valeur des accords de fixation de taux d'intérêt est basée sur des prix de marché obtenus d'institutions financières de la société pour des instruments financiers similaires et s'établit à 9,2 \$ au 30 avril 2017 (niveau 2). Ils sont présentés dans les autres passifs financiers à court terme aux bilans consolidés.

Instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur aux bilans consolidés :

- Le tableau qui suit présente la juste valeur, qui est basée sur des données observables sur le marché, et la valeur comptable des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur aux bilans consolidés:

	2017		2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens	1 461,9	1 542,6	1 573,2	1 636,5
Billets de premier rang non garantis, libellés en euros	815,1	840,4	-	-
Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes	78,7	81,1	81,8	82,6

Gestion du capital

Les objectifs de la société, en ce qui a trait à la gestion du capital, sont d'assurer sa continuité d'exploitation en vue d'offrir un rendement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes ainsi que d'optimiser sa structure de capital afin d'en réduire le coût. Le capital de la société est constitué du total des capitaux propres et de la dette nette portant intérêts. La dette nette portant intérêt est composée de la dette à long terme et de sa portion à court terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires, s'il y a lieu.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capital, la société peut émettre de nouvelles actions, racheter ses actions, vendre des actifs dans le but de réduire la dette ou peut modifier le montant des dividendes payés aux actionnaires (notes 20 et 25).

Dans sa structure de capital, la société prend en considération ses régimes d'options d'achat d'actions, d'AF et d'UAD (note 26). Occasionnellement, la société utilise des régimes de rachat d'actions pour atteindre ses objectifs de gestion du capital.

La société fait le suivi de son capital basé sur le ratio de dette nette portant intérêts sur capitalisation totale et tient compte de ses cotes de crédit telles qu'elles sont établies par de tierces parties. En date des bilans consolidés, le ratio de dette nette à intérêt sur capitalisation totale s'est établi comme suit :

	2017	2016
		(ajusté, note 2)
	\$	\$
Portion à court terme de la dette à long terme	252,4	29,2
Dette à long terme	3 095,8	2 808,9
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	637,6	599,4
Dette nette portant intérêts	2 710,6	2 238,7
Capitaux propres	6 009,6	5 041,1
Dette nette portant intérêts	2 710,6	2 238,7
Capitalisation totale	8 720,2	7 279,8
Ratio de dette nette portant intérêts sur capitalisation totale	31,1 %	30,8 %

En vertu de ses crédits d'exploitation à terme renouvelables non garantis, la société doit respecter certains ratios financiers sur une base consolidée :

- Un ratio de levier financier qui représente le ratio de la dette à long terme totale moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie sur le BAIIA des quatre trimestres les plus récents. Le BAIIA n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS; et
- Un ratio de couverture des intérêts qui représente le ratio du BAIIA pour les quatre trimestres les plus récents sur le total des intérêts déboursés pour la même période. Le BAIIA n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS.

La société fait un suivi continu de ces ratios et était en conformité avec ces clauses restrictives au 30 avril 2017 et 24 avril 2016.

La société n'est soumise à aucune autre exigence externe significative concernant son capital.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

30. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Paiements minimaux exigibles

Au 30 avril 2017, la société s'est engagée d'après des contrats de location-simple à verser une somme totale de 2 400,1 \$ pour la location d'espaces commerciaux, d'équipements et d'entrepôts. Plusieurs de ces contrats de location contiennent des clauses de renouvellement et certains espaces commerciaux sont sous-loués à des tierces parties. Les paiements minimaux exigibles pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

	\$
Moins de un an	408,0
Un à cinq ans	1 245,5
Plus de cinq ans	746,6

Au 30 avril 2017, le montant total des paiements minimaux futurs au titre de la sous-location que la société s'attend à recevoir dans le cadre de contrats de sous-location en vertu de ces contrats de location-simple est de 43,7 \$.

Engagements d'achats

La société a conclu diverses ententes d'achat de biens immobiliers et ententes d'achat de produits qui l'obligent à acheter annuellement des marchandises et du carburant pour des montants ou des quantités minimums. Dans le passé, la société a généralement excédé ces exigences minimales et prévoit faire de même dans l'avenir prévisible. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une portion des rabais reçus.

31. ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES

Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation et par le biais d'acquisitions, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. Même si l'issue est difficile à prévoir avec certitude, la société n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions pourrait avoir une incidence importante sur sa situation financière, sur les résultats de ses activités ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.

Garanties

La société a transféré un certain nombre de contrats de location de locaux à des tiers. En vertu de certains de ces contrats, advenant un défaut de paiement de la part du sous-locataire, la société conserve la responsabilité finale envers le propriétaire du paiement des montants définis aux termes des contrats de location. Au 30 avril 2017, le total des paiements futurs au titre de location en vertu de ces contrats est d'approximativement 1,6 \$ et leur juste valeur est non significative. Jusqu'ici, la société n'a versé aucune somme importante aux termes de telles indemnités.

La société a également émis des cautionnements envers des tiers et pour le compte de tiers visant des paiements maximum futurs non actualisés totalisant 15,3 \$. Ces cautionnements ont surtout trait à des engagements en vertu de cautionnements financiers de contrats de location automobiles et pour le compte de détaillants en Suède. Les cautionnements pour le compte de détaillants en Suède se composent de garanties destinées à des lave-autos, aux inventaires en magasin, en plus des garanties offertes aux fournisseurs d'électricité et de chauffage. La valeur comptable et la juste valeur des engagements en vertu de cautionnements comptabilisés aux bilans consolidés au 30 avril 2017 étaient non significatives.

32. INFORMATION SECTORIELLE

La société exploite des magasins d'accommodation aux États-Unis, en Europe et au Canada. Elle exerce essentiellement ses activités dans un seul secteur isolable, soit la vente de produits de consommation immédiate, de carburant pour le transport routier et d'autres produits, principalement par l'entremise de magasins corporatifs ou de franchises. L'exploitation des magasins d'accommodation se fait sous plusieurs bannières, dont Circle K, Couche-Tard, Mac's, Kangaroo Express, Statoil, Ingo, Topaz et Re.Store. Les revenus tirés de clients externes proviennent principalement de trois catégories, soit les marchandises et les services, le carburant pour le transport routier et les autres revenus.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Le tableau suivant fournit de l'information sur les principales catégories de revenus ainsi que de l'information d'ordre géographique :

	2017 (53 semaines)				2016 (52 semaines) (ajusté, note 2)			
	États-Unis	Europe	Canada	Total	États-Unis	Europe	Canada	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus tirés de clients externes^(a)								
Marchandises et services	7 669,8	1 205,8	1 848,5	10 724,1	7 366,5	933,8	1 771,6	10 071,9
Carburant pour le transport routier	16 492,0	6 473,4	3 089,0	26 054,4	15 864,1	5 422,3	2 019,8	23 306,2
Autres	14,0	1 098,4	13,6	1 126,0	14,9	751,1	0,5	766,5
	24 175,8	8 777,6	4 951,1	37 904,5	23 245,5	7 107,2	3 791,9	34 144,6
Marge brute								
Marchandises et services	2 545,0	511,4	625,2	3 681,6	2 452,3	397,0	581,4	3 430,7
Carburant pour le transport routier	1 407,6	917,5	262,0	2 587,1	1 479,4	811,5	148,9	2 439,8
Autres	14,0	185,5	13,6	213,1	14,9	195,6	0,5	211,0
	3 966,6	1 614,4	900,8	6 481,8	3 946,6	1 404,1	730,8	6 081,5
Total de l'actif à long terme^(b)	5 475,3	3 625,2	1 816,0	10 916,5	5 171,8	3 514,8	577,6	9 264,2

(a) Les zones géographiques sont délimitées en fonction de l'endroit où la société génère les produits d'exploitation (l'endroit où se fait la vente) ainsi que de l'emplacement des actifs à long terme.

(b) Excluant les instruments financiers, les actifs d'impôts différés et les actifs relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi.

33. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Acquisition de CST Brands Inc.

Le 28 juin 2017, la société a conclu l'acquisition de toutes les actions émises et en circulation de CST Brands, Inc. (« CST ») dans le cadre d'une transaction en espèces évaluée à 48,53 \$ par action, représentant une valeur d'entreprise totale approximative de 4,4 milliards \$, incluant la dette nette prise en charge. CST est basée à San Antonio, au Texas, et emploie plus de 14 000 personnes dans plus de 2 000 emplacements dans le sud-ouest des États-Unis, dont une présence importante au Texas, dans le sud-est des États-Unis, dans l'État de New York et dans l'est du Canada. La société a financé cette transaction à même ses liquidités disponibles, ses facilités de crédit existantes et sa nouvelle facilité d'acquisition, qui est décrite ci-dessous.

Le même jour, la société a vendu à Parkland Fuel Corporation (« Parkland ») une large portion des actifs canadiens de CST pour un montant d'environ 986,0 \$ CA. Les actifs cédés se composaient principalement du réseau d'agents et d'exploitants de CST, de ses activités de vente de mazout, de 159 sites corporatifs ainsi que de son siège social montréalais. Conséquemment, la société a conservé 157 sites corporatifs de CST au Canada.

Conformément aux exigences de la Federal Trade Commission des États-Unis, la société a conclu une entente visant la vente de 70 sites corporatifs à Empire Petroleum Partners, LLC (« Empire »). Cette transaction est assujettie aux approbations réglementaires et aux conditions de clôture usuelles. La clôture devrait avoir lieu au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2018.

Une fois la transaction avec Empire effectuée, l'acquisition de CST aura permis à la société d'ajouter à son réseau nord-américain 1 263 sites pour une valeur approximative de 3,7 milliards \$.

Par l'entremise de l'acquisition de CST, la société est aussi devenue le partenaire général de CrossAmerica Partners LP (« CAPL »), elle possède 100 % de ses droits de distribution incitatifs et détient 20,5 % de son capital. CAPL fournit du carburant pour le transport routier sous différentes bannières à plus de 1 100 endroits aux États-Unis.

En raison du délai limité entre l'acquisition de CST et la publication des états financiers consolidés annuels de la société, certains éléments requis pour la divulgation d'acquisitions d'entreprises n'ont pas été fournis, en particulier l'appréciation préliminaire de la juste valeur des actifs acquis, des passifs pris en charge et du goodwill. La société évalue actuellement la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge et publiera les résultats préliminaires dans ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du premier trimestre.

Nouvelle facilité de crédit pour financer l'acquisition de CST

Le 27 juin 2017, la société a conclu une nouvelle entente de crédit lui donnant accès à une facilité de crédit non renouvelable non garantie d'acquisition d'un montant maximal total de 4,3 milliards \$ (la « facilité d'acquisition »), répartie en trois tranches comme suit:

	Capital	Échéance
Tranche A	2,0 milliards \$	27 juin 2018
Tranche B	1,0 milliard \$	27 juin 2019
Tranche C	1,3 milliard \$	27 juin 2020

La facilité d'acquisition est disponible exclusivement pour financer, directement ou indirectement, l'acquisition de CST et les frais d'acquisition qui y sont liés, de même que le remboursement de toute dette de CST et de ses filiales. Les montants peuvent être prélevés jusqu'à 90 jours après le premier prélèvement et remboursés en tout temps. La facilité d'acquisition est disponible en dollars américains par le biais de prêts au taux de base bancaire américain ou au taux LIBOR. Selon le type de prêt, les sommes empruntées portent intérêts à des taux variables fondés sur le taux de référence américain ou le taux LIBOR, majoré d'une marge variable.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 30 avril 2017 et le 24 avril 2016
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

En vertu de la facilité d'acquisition, la société doit maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

Au 30 juin 2017, 3,0 milliards \$ avaient servi à financer l'acquisition de CST, certains frais d'acquisition et le remboursement d'une partie de la dette de CST. À la même date, le taux d'intérêt applicable était d'en moyenne 2,64 %.

À la date d'acquisition, la société a procédé au remboursement complet du crédit renouvelable et du prêt à terme de CST. La société a également mis en œuvre le processus lui permettant de rembourser la totalité des billets de premier ordre en circulation de CST, lequel devrait se terminer d'ici la fin de juillet 2017.

Autres transactions

Le 30 mai 2017, la société a acquis, auprès d'American General Investments, LLC et de North American Financial Group, LLC, 53 sites corporatifs situés en Louisiane, aux États-Unis. Ces sites sont présentement exploités sous la bannière *Cracker Barrel* et incluent 11 restaurants à service rapide. Selon cette entente, la société est propriétaire du terrain et de la bâtisse pour 47 sites et assume les baux pour les 6 autres sites. La société a financé cette transaction à même ses liquidités disponibles et ses facilités de crédit existantes.

Le 7 juillet 2017, la société a acquis, auprès d'Empire, 53 contrats d'approvisionnement en carburant avec des exploitants indépendants situés dans la région métropolitaine d'Atlanta en Géorgie. Dans le cadre de cette transaction, la société a également acquis les biens immobiliers pour deux sites, qui sont loués aux exploitants indépendants. La société a financé cette transaction à même ses liquidités disponibles et ses facilités de crédit existantes.

Le 10 juillet 2017, la société a conclu un accord avec Holiday Companies visant l'acquisition de toutes les actions émises et en circulation de Holiday Stationstores, Inc. et de certaines sociétés affiliées (« Holiday »). Holiday est un important joueur dans l'industrie de l'accommodation et du carburant dans la région du Midwest américain avec 522 sites, dont 374 sont exploités par Holiday et 148 sont exploités par des franchisés. Holiday a également une solide présence dans le marché des lave-autos avec 221 sites, une installation de préparation alimentaire et un terminal de carburant situé à Newport, au Minnesota. Les magasins sont situés au Minnesota, au Wisconsin, à Washington, en Idaho, au Montana, au Wyoming, au Dakota du Nord, au Dakota du Sud, au Michigan et en Alaska. Cette transaction est assujettie à l'approbation des actionnaires de la société mère de Holiday et aux approbations réglementaires et conditions de clôture usuelles. La clôture devrait avoir lieu au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2018, et la société devrait financer cette transaction à même ses liquidités disponibles et ses facilités de crédit existantes.

Renouvellement des accords de fixation de taux d'intérêt

Le 12 mai 2017, la société a prolongé jusqu'au 28 juillet 2017 les accords de fixation de taux d'intérêt aux conditions suivantes :

	Montant nominal	Terme des accords de fixation de taux d'intérêt	Taux
Tranche 1	50,0 \$	5 ans	1,9160 %
Tranche 2	100,0 \$	5 ans	1,9367 %
Tranche 3	100,0 \$	5 ans	1,9287 %
Tranche 4	50,0 \$	10 ans	2,3725 %
Tranche 5	100,0 \$	10 ans	2,3820 %
Tranche 6	100,0 \$	10 ans	2,3795 %

Toutes les autres conditions sont demeurées inchangées.

Dividendes

Lors de sa réunion du 12 juillet 2017, le conseil d'administration de la société a déclaré et approuvé le paiement d'un dividende trimestriel de 9,0 ¢ CA par action aux actionnaires inscrits le 21 juillet 2017 pour le quatrième trimestre de l'exercice 2017, payable le 4 août 2017. Il s'agit d'un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada.